

**Echo de Notre-Dame de la Garde
Semaine Religieuse de Marseille**

N° 1934 – 1935 – 1936 – 1937	Janvier 1919
N° 1938 – 1939 – 1940 – 1941	Février 1919
N° 1942 – 1943 – 1944 – 1945 – 1946	Mars 1919
N° 1947 – 1949 – 1950	Avril 1919
N° 1951 – 1953 – 1954	Mai 1919
N° 1955 – 1956 – 1958 – 1959	Juin 1919
N° 1960 - 1962	Juillet 1919

La suite des évènements

La fin des évènements, 28 juin 1919

Les Missions Catholiques à la Conférence de la Paix

Les Fêtes de la Victoire



LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXVIII. — Du 27 Décembre 1918 au 2 Janvier 1919

L'an dernier, à pareille date, nous commençons notre bilan hebdomadaire par ces mots : C'est un bon présage... En ces premiers jours de la nouvelle année nous avons la joie d'enregistrer un bulletin de victoire... Merci à Dieu, cette année nous jouissons de l'ineffable bienfait que nous sollicitons du Ciel, aussi tenons-nous à marquer ici, dans cette première revue de l'année nouvelle, l'expression de la gratitude qui remplit tous les cœurs Français envers le Dieu bon, juste et magnanime qui a bien voulu humilier nos Barbares et injustes agresseurs et nous accorder un si complet triomphe.

En ces jours de victoire, notre pensée reconnaissante va naturellement vers ceux qui, par leur intrépide bravoure, leur intelligente activité, leur admirable endurance, s'en constituèrent les nobles artisans. Tous, hélas, n'auront pas place au défilé glorieux sous l'Arc-de-Triomphe, et des chiffres officiels ont été donnés, à la Chambre, qui permettent de fixer le nombre des héros tombés pour la défense du pays : Au 1^{er} Novembre 1918, le nombre total des morts disparus et prisonniers, s'établissait ainsi : **42.600** officiers ; **1.789.000** hommes de troupe, se décomposant comme suit : Décédés : **31.300** officiers ; **1.040.000** hommes de troupe. — Disparus : **3.000** officiers ; **311.000** hommes de troupe. — Prisonniers : **8.300** officiers ; **438.000** hommes de troupe.

Si l'on excepte les débats de la Chambre où le gouvernement est interpellé au sujet de ses idées directrices sur la Paix, l'information la plus saillante du *Samedi* est la rumeur qui a ocure de l'assassinat de l'ex-Kaiser ; disons, toutefois, que rien d'officiel ne la confirme.

Par contre, le lendemain, *Dimanche*, nous apprenons que la terreur bolcheviste sévit à Berlin. Plusieurs régiments de la garde ont combattu les uns contre les autres, le désordre est complet. Liebknecht serait maître de la situation et Ebert démissionnaire. — Dans son toast prononcé en réponse à celui du roi George V, au banquet du palais royal, à Londres, M. Wilson a déclaré que les Etats-Unis, l'Angleterre, la France et l'Italie étaient d'accord « sur la signification et la portée du devoir pour lequel on se réunit. » On peut en augurer les plus heureux résultats pour les réunions où l'on établira les préliminaires de paix.

Nous lisons, le *Lundi*, ces renseignements complémentaires sur le résultat de l'Emprunt : il dépasse **30 milliards** de capital nominal, dont **21 milliards et demi** de capital effectif. — Un télégramme de Genève fait connaître que dans le Sud de la Russie, le général Korniloff, appuyé par le général Alexieff, a levé une armée de volontaires pour combattre les Allemands et les Bolchevistes. — Il n'est pas sans intérêt de souligner le passage suivant d'une interview de Maximilien Harden, le fameux polémiste allemand : « Oui, nous sommes battus ; et ce qu'a fait la France est plus grand que ce qu'a fait l'Allemagne. Pendant quatre ans, votre pays a lutté avec un espoir en la victoire moins grand que n'était le nôtre. La France s'est admirablement battue et son attitude n'a cessé d'être des plus dignes. »

A souligner, le *Mardi*, l'annonce officielle de l'union de la Trasp-

sylvanie à la Roumanie. — La cessation des opérations militaires laissant à la Croix-Rouge Américaine la disposition d'un matériel considérable et de nombreuses marchandises, cette Société charitable a demandé à collaborer avec le gouvernement français pour répartir ses réserves entre toutes les populations éprouvées chez nous et en Belgique.

Nous enregistrons, le *Mercredi*, 1^{er} janvier, le chiffre total des pertes subies par l'armée italienne sur tous les fronts, au cours de la guerre : il s'élève à **460.000** morts, dont **16.362** officiers, et à **847.000** blessés, dont **33.347** officiers. Sur les fronts autre que le front italien, le chiffre total des morts est de **7.934** ; celui des blessés **15.196**. De plus, on évalue à **500.000** environ le nombre d'hommes devenus totalement ou partiellement invalides, à la suite de blessures ou de maladies contractées au front.

Parmi les nouvelles du *Jendredi* nous retenons, avec plaisir et gratitude, le geste généreux du Conseil Municipal de Barcelone et de la Mancomunitat de Catalogne qui ont décidé de consacrer un crédit de **500.000** francs à la reconstruction d'une des localités françaises détruites par les Allemands.

L. C.



N°1934
05 janvier 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXIX. — Du 2 au 9 Janvier 1919

Nous voici à la veille de l'ouverture de la Conférence des gouvernements alliés. Une série de conversations diplomatiques préparent les éléments qui serviront de base aux travaux des délégués. Les informations officielles font connaître que le traité de paix aura pour assises certaines conclusions solidement établies depuis l'arrivée du président Wilson en Europe. L'assemblée étudiera aussi le projet américain concernant la « Société des Nations » dont un des buts principaux est de rendre impossible — ou plutôt très difficile — le retour d'une catastrophe semblable à celle qui a désolé le monde pendant ces quatre dernières années.

Ceux qui en sont les auteurs responsables auront à répondre de leurs crimes, quant au peuple allemand qui avait rêvé, à la suite de son Kaiser, de l'universelle domination, il paraît bien ne pas réussir à se dominer lui-même, car malgré que les quotidiens donnent le *Vendredi*, les plans de la future république allemande, il paraît certain que les révolutionnaires en entravent l'établissement. — Un chiffre à noter : les Etats-Unis ont accordé aux gouvernements alliés, depuis le commencement de la guerre mondiale, des crédits s'élevant à la somme de **44.927.617.100** francs.

D'après les nouvelles du *Samedi* deux conférences préparatoires seront tenues au quai d'Orsay. Elles auront pour objet de fixer les grandes lignes des conditions préliminaires de paix qui seront présentées aux Etats ennemis. Ensuite s'ouvrira la Conférence de la Paix proprement dite, à Versailles. — M. Wilson est arrivé à Rome où nos Alliés lui ont fait une réception enthousiaste.

De source anglaise nous apprenons, le *Dimanche*, que les pertes totales allemandes en sous-marins ont été de **202**, sans compter **14** submersibles détruits par les allemands ; **7** autres furent internés dans les pays neutres. — M. Wilson a fait visite au Souverain Pontife. Cet hommage était depuis longtemps annoncé, il a donc été délibérément rendu à cette grande puissance morale qu'est la Papauté. L'« Echo » donne ailleurs les détails de cette importante entrevue.

Sur ordre du commandement supérieur de l'Entente, connu le *Lundi*, le maréchal Mackensen a été transféré à Salonique. — Les bolchevistes sèment toujours la terreur et la ruine en Russie, mais leur influence diminue même dans la classe ouvrière.

Un télégramme de New-York annonce, le *Mardi*, la mort de M. Roosevelt, ancien président des Etats-Unis. Notre pays, dont il fut l'ami, n'oubliera pas l'ardeur avec laquelle il embrassa sa cause à l'heure de la suprême épreuve, il se rappellera surtout qu'il a donné

ses quatre fils à la France, et deux d'entre eux ont versé leur sang sur notre sol.

Nous lisons, le *Mercredi*, que des troubles graves ont éclaté à Berlin. Les troupes du gouvernement et les socialistes minoritaires se livrent de violents combats dans les rues. — Pendant ce temps les Polonais marchent contre les Allemands pour défendre leur indépendance et affirmer leurs droits de peuple libre.

Le *Jeudi*, on annonce que M. Wilson va visiter les régions dévastées, visite douloureuse, mais utile, M. Clemenceau a même dit qu'il l'estimait nécessaire.

L. C.

N°1935
12 janvier 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXX. — Du 9 au 16 Janvier 1919

Notons tout d'abord les séances du Conseil de Guerre interallié. On y a traité des conditions nouvelles qu'il est nécessaire d'imposer à l'Allemagne avant de lui accorder une seconde prolongation de l'armistice, il a été aussi question de la procédure relative à l'ouverture de la Conférence de la Paix.

Cette dernière s'ouvrira samedi, 18 janvier. La première réunion plénière sera tenue dans le salon de l'Horloge, au Ministère des Affaires Étrangères. M. Poincaré doit prononcer le discours d'ouverture.

Les quotidiens donnent, le *Vendredi*, les noms des plénipotentiaires français à la Conférence : MM. Georges Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre; Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères; L. Klotz, ministre des Finances; André Tardieu, haut-commissaire délégué aux affaires franco-américaines et Jules Cambon, ancien ambassadeur à Berlin. Le maréchal Foch fera partie de la Conférence comme généralissime des Armées Alliées. M. Dutasta, ambassadeur à Berne, remplira les fonctions de chef du secrétariat de la délégation française.

Parmi les informations du *Samedi*, nous soulignons un télégramme d'Amsterdam annonçant que l'état de siège a été décrété à Berlin. On annonce d'autre part, que la Bavière interviendrait militairement si les révolutionnaires berlinois n'étaient promptement mis hors d'état de nuire. — Mais voici une très bonne nouvelle : le Gouvernement, qui paraît si lent pour d'autres affaires, a déjà autorisé les ouvriers de tous les corps de métiers à se rendre à Verdun, pour commencer tout de suite la reconstruction de la ville héroïque.

La nouvelle importante du *Dimanche*, est le refus de la France de causer avec les bolcheviks en vue des négociations de la Conférence. Le Ministre des Affaires Étrangères n'a pas cru pouvoir considérer comme un gouvernement régulier, ou même seulement sérieux, les hommes qui ont conduit leur pays à l'anarchie. — La république a été proclamée dans le Luxembourg. La grande-duchesse a abdicé.

Nous lisons, le *Lundi*, que les Anglais ont entrepris un débarquement, par surprise, à Riga. Ils ont remporté des succès contre les bolchevistes. — A Berlin, les troupes gouvernementales et les spartaciens ont conclu un armistice. — En France, les Offices départementaux des Orphelins de la Guerre étant tous constitués, le Comité de répartition est dissous, il avait distribué, à ce jour, 22 millions, après avoir respecté les principes de la justice. Il est à souhaiter que tous les Offices départementaux en fassent autant, les catholiques et les libéraux sincères qui font partie de ces Offices ont le devoir d'y veiller.

Nous enregistrons, le *Mardi*, à titre d'information, le courant qui se manifeste dans certains milieux, au Luxembourg, tendant à l'annexion du Grand-Duché à la France. — Le Conseil de guerre interallié a arrêté les nouvelles conditions touchant la prolongation de l'Armistice que le maréchal Foch signifiera aux plénipotentiaires allemands. Les conditions sont d'ordre économique, financier et naval.

Nous apprenons, le *Mercredi*, que les divisions françaises de Belgi-

que vont être retirées pour atténuer la crise économique et la cherté de vie qu'aggravait encore la présence de troupes si nombreuses. — En traitant des nouvelles clauses de l'armistice, le maréchal Foch interviendra énergiquement auprès des autorités militaires allemandes, au sujet des meurtres et sévices à l'égard de nos prisonniers.

Le *Jeudi*, on annonce que M. Wilson a demandé au Congrès un nouveau crédit de **100 millions de dollars** pour secourir les régions de l'Europe affamées. — Au Luxembourg, la princesse Charlotte Aldegonde est montée sur le trône, elle a prêté serment devant la Chambre qui a approuvé par 30 voix contre 10. — En France, un seul détail important n'est pas encore réglé, à la veille de la réunion de la Conférence : la langue qui sera employée dans les délibérations puis dans la rédaction du traité; il est fort à souhaiter que ce soit la langue française; au reste c'est une tradition séculaire. L. C.

N°1936
19 janvier 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXI. — Du 16 au 23 Janvier

Après le 11 novembre 1918, date de l'armistice, le 18 janvier 1919 marquera un événement historique : l'ouverture de la Conférence de la Paix. Devant les **67** délégués, représentant **29** puissances, réunis au Ministère des Affaires Etrangères, M. Poincaré a prononcé un important discours inaugural. En termes éloquents, le Chef de l'Etat a remercié la Conférence du choix de Paris, il a démontré, de façon saisissante, les responsabilités de l'Allemagne et après un hommage délicat à tous nos Alliés, principalement aux Etats-Unis, il a nettement défini la tâche des diplomates qui auront à décider les restitutions, réparations et sanctions nécessaires. La péroraison est consacrée à la future Société des Nations. Qu'on ne manque pas, à ce sujet, de lire le fort remarquable article de M. le Vicaire général Granier, notre distingué collègue de la « Semaine » de Montpellier, cette page que nous reproduisons en tête de ce Numéro sera goûtée de tous les esprits réfléchis non oublieux du passé et en particulier de la lamentable expérience de la Haye.

Si le choix de M. Clemenceau comme Président définitif de la Conférence est flatteur pour notre pays il n'en est pas de même en ce qui concerne le nombre des délégués de la France à ces assises mondiales. Il y a lieu de remarquer, en effet, que chaque délégation, quel que soit le nombre de ses membres, **n'a qu'une voix** dans les délibérations. Or, tandis que la France qui a sacrifié **1.400.000** de ses fils n'aura qu'une voix, l'Angleterre dont les morts s'élèvent à **700.000** comptera **six voix**, grâce à ses colonies, et les Etats-Unis, avec **60.000** tués, disposeraient de **neuf voix** correspondantes aux différents Etats représentés. Il y a incontestablement une inégalité fâcheuse entre les sacrifices supportés et l'influence dans les délibérations futures.

Les nouvelles du *Vendredi* font connaître que la Commission officielle de reconstitution de la ville s'est réunie à Reims, mardi, pour la première fois. D'une façon générale, les plans projetés permettront un grand développement de la ville. La question de la Cathédrale est réservée à l'Etat, néanmoins le dégagement de la vénérable Basilique a été envisagé. — Si l'on peut ajouter foi aux informations d'outre-Rhin, l'Allemagne deviendrait un Etat fédéral comprenant huit Républiques.

Nous apprenons, le *Samedi*, que les conventions d'armistice ont été prolongées d'un mois. Les clauses concernant le matériel agricole, les prisonniers de guerre russes, les conditions navales, la récupération du matériel enlevé par l'ennemi dans les pays envahis, ont été signées. — La Grande-Duchesse Charlotte de Luxembourg a prêté serment et protesté de son amitié pour l'Entente.

Nous lisons, le *Dimanche* : les Alliés ont reçu l'assurance formelle qu'il n'existait en Allemagne, au 1^{er} décembre dernier, ni prison, ni forteresse, ni camp de prisonniers, ni aucun lieu dans lesquels les officiers ou soldats de l'Entente étaient tenus cachés, et d'où il leur était défendu de donner de leur nouvelles. D'autre part, depuis l'armistice, aucun sujet allié n'est en prison, soit en prévention, soit

pour peine. — Le paquebot « Chaouia » parti de Marseille pour Constantinople a heurté une mine à l'embouchure du détroit de Messine. Il y aurait **500** victimes. Que nos lecteurs ne manquent pas de prier pour leurs âmes. — Les trop fameux révolutionnaires Liebknecht et Rosa Luxembourg ont été assassinés, à Berlin.

Les quotidiens donnent, le *Lundi*, une nouvelle version de la mort du Tsar et des membres de la famille impériale tués à coups de revolver par les bolchevistes qui brûlèrent ensuite les cadavres pour faire disparaître toutes traces de leur forfait. — A noter un accord important intervenu entre les grandes puissances présentes à la Conférence : à part l'autorisation d'expédier en Allemagne une quantité de vivres suffisante pour aider à arrêter l'extension du bolchevisme, le **bléoc** restera absolu, car il est considéré comme étant l'arme la plus puissante dont les Alliés disposent pour forcer à l'acceptation des conditions, lors de la signature du traité final.

Le Sénat a offert, dans le palais du Luxembourg, un déjeuner au Président des Etats-Unis. Du discours de M. Wilson nous soulignons la phrase suivante : « La France pourrait presque être regardée comme privilégiée d'avoir souffert et d'avoir prouvé, par là-même, de quoi elle était capable et de quelle substance elle était faite. » Les journaux en donnant, le *Mardi*, le compte rendu de ce témoignage d'amitié font remarquer que c'est un événement « rare et d'importance ».

Nous constatons, le *Mercredi*, que la Conférence s'est occupée de la situation russe. Les échos de la Presse semblent indiquer que pour endiguer le bolchevisme qui mène à la ruine l'empire des Tsars, des mesures énergiques ne tarderont pas à être prises. — Une tentative de restauration monarchique a eu lieu au Portugal. Le mouvement dirigé par M. Paiva Conceiro s'étend à plusieurs villes.

Le *Jeudi*, on apprend, non sans une surprise presque générale, la manière dont la Conférence a résolu le problème Russe, par un contact officiel et direct avec les bolchevistes. Cette décision paraît à beaucoup fort dangereuse, elle est de la plus haute gravité. — Notons, pour terminer, l'arrivée, à Paris, de M. Ador, président de la Confédération Helvétique, on lui a fait une chaleureuse réception, et ce n'est que justice, nous, Catholiques, en particulier, nous ne pouvons et ne devons pas oublier tout ce que le pouvoir et la population de la Suisse ont fait en faveur de nos prisonniers, avec quel empressement les autorités ont répondu aux désirs du Saint-Père et de son Représentant, et ont notamment soutenu et favorisé la « Mission Catholique » qui a visité, à plusieurs reprises, tous les camps en Allemagne et en Bavière, et distribué des sommes considérables. L. C.

Désireux de se rendre compte, par lui-même, de ce qu'ont fait les Barbares en Belgique, M. Wilson partira pour Bruxelles, lundi.

Cantique pour la Victoire. « Vive le Christ, Ami des Francs ! » paroles de M. le prévôt Nioullon, vicaire général, musique de M. l'abbé Chabot. — En vente à Marseille, à la Maison Desclée, rue Grignan, 16.

En vente à la même Maison, les œuvres de M. l'abbé Chabot :
Harmonisation de 65 cantiques français et de 20 chants latins, extraits du Recueil Saurin. — **Accompagnement** de la Messe pour les Défunts. — **Recueil** de 30 chants sacres. — **Noël de France.**



LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXI. — Du 23 au 30 Janvier

L'opinion publique s'agite beaucoup autour des travaux de la Conférence pour la Paix. Elle n'a pas accueilli avec faveur certaines décisions telles que l'attribution des voix des sièges, l'ordre des travaux et surtout l'invitation aux bolcheviks, de vulgaires assassins. Chacun, évidemment, préconise sa méthode qui paraît être la bonne, mais il y a lieu de bien considérer que jamais assemblée humaine n'a eu à aborder l'étude de problèmes aussi complexes, les tâtonnements sont donc compréhensibles. L'essentiel est d'arriver à la meilleure solution et ce désir qui anime, certainement, les hommes éminents réunis au quai d'Orsay doit nous engager à leur faire confiance.

De cette confiance, les petits Etats, admis aux délibérations à côté des cinq grandes puissances, ont donné un remarquable exemple, à propos de la nomination des délégués à la Commission spéciale de la Société des Nations et aux diverses Commissions. Ils ont accepté de n'élire que *cinq* représentants pour *dix-neuf* puissances secondaires alors que les grands Etats comptent chacun *deux* délégués.

A noter, le *Vendredi*, une information concernant la valeur des cessions de l'Allemagne : les **500** locomotives et les **19.000** wagons que nos ennemis vaincus doivent livrer valent **200 millions** de marks ; les machines agricoles sont estimées **75 millions** de marks.

Nous lisons, le *Samedi*, que la clause de l'armistice qui prévoit la reddition de la flotte marchande allemande à l'Entente n'est pas goûtée par les armateurs d'outre-Rhin, cette clause, disent-ils, aura pour effet de faire disparaître tous les bâtiments allemands des mers, pour une période indéfinie. Nous l'espérons aussi, ce ne sera que justice ! — Pour donner une preuve de l'énergie illimitée avec laquelle la Grande-Bretagne s'attaqua à la tâche de gagner la guerre, disons qu'au seul point de vue de l'aéronautique elle possédait, à la fin des hostilités : **21.000** avions, **1.300** hydravions et **103** dirigeables. Il y avait, en outre, **25.000** avions en construction et **55.000** moteurs.

Les quotidiens donnent, le *Dimanche*, le compte-rendu de la deuxième séance plénière de la Conférence pour la Paix. Les représentants des grandes puissances alliées ont exposé leurs idées concernant la « Société des Nations ». On a entendu les éloquentes discours de MM. Wilson, Lloyd George et Léon Bourgeois. Les idées exposées ont obtenu les suffrages unanimes de l'assemblée. — On apprend de Berlin que le général Winterfeld a déclaré à la Commission d'armistice qu'il remettait ses fonctions de délégué allemand.

Nous constatons, le *Lundi*, que la réponse des bolchevistes aux offres conciliantes de la Conférence est bien telle qu'on pouvait l'attendre de ces tristes et sanglants révolutionnaires. A toutes les tentatives de réconciliation avec les autres partis russes, ils opposent l'assurance du succès de leur destinée et le mépris de ceux qui refusent de se courber sous leur loi. — M. Wilson n'a pas manqué d'aller visiter Reims, accueilli à la petite porte actuelle de la Cathédrale par le Cardinal, il a pu voir, dès son entrée dans la grande nef, la dévastation dans toute son horreur. Mgr Luçon l'a guidé partout, il n'a pas manqué de lui montrer la place où se tenait Jeanne d'Arc pendant le

reçu la Croix de guerre et la Croix de la Légion d'Honneur, et qu'il avait été cité neuf fois ; aujourd'hui, nous apprenons qu'il vient d'être cité pour la dixième fois.

Trois Religieuses citées à l'Ordre de l'Armée et décorées de la Croix de guerre :

A Metz, le général gouverneur a remis cette Croix à la Mère Saint-Joseph, supérieure des Religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, et à la Mère Sainte-Honorine, supérieure des Sœurs de la Doctrine chrétienne, pour soins donnés aux blessés pendant et après l'occupation. A Nancy, le maréchal Foch a remis la Croix de guerre à la Mère Louise, de la Congrégation de Saint-Charles, supérieure des Sœurs des Hospices de la ville, pour services rendus pendant les plus violents bombardements.

Religieuses décorées de la Médaille d'Honneur des Epidémies :

Dans l'*Officiel* du jeudi, 23 janvier, nous avons trouvé une Religieuse décorée de la Médaille de vermeil, Sœur Marie-Joséphine, de Nancy ; — une décorée de la Médaille d'argent, Sœur Marie-Vincent, de La Rochelle ; — enfin, la Médaille de bronze est décernée à 41 Religieuses des divers hôpitaux de Lyon, La Croix-Rousse, l'Antiquaille, l'Hôtel-Dieu, la Charité.



N°1938
02 février 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXII. — Du 30 Janvier au 6 Février

L'Angleterre et les Etats Unis ont une influence prépondérante sur les décisions de la Conférence de la Paix. Cette constatation, décevante pour nous, ressort du règlement des questions concernant les colonies et les relations avec les bolcheviks. Les divergences de vues qui se manifestent causent, dans le public, certaines appréhensions. Il n'y aurait pas lieu, cependant, de les exagérer car nos droits et nos revendications légitimes obtiendront toute satisfaction.

Un autre motif, et non le moindre, de malaise, est la lenteur que mettent les diplomates du Quai d'Orsay à aborder franchement la *question allemande*. Nos ennemis ne manquent pas d'exploiter cette situation qu'ils qualifient de faiblesse, de la part de l'Entente, aussi, devons nous souhaiter, que le plus tôt possible les Allemands soient fixés sur le sort que leur a fait la défaite.

Il est d'autant plus nécessaire d'y arriver promptement que l'Allemagne se ressaisit et menace. La prudence, très indispensable, sans doute, doit s'allier, en l'occurrence, à la célérité.

Le Communiqué officiel de la Conférence, le *Vendredi*, fait connaître — et nous l'enregistrons volontiers — qu'un arrangement **provisoire satisfaisant** a été arrêté en ce qui concerne le régime à appliquer aux colonies allemandes et aux territoires occupés de la Turquie d'Asie. — Les affaires polonaises, outre les difficultés venant de la Russie et de l'Allemagne, se compliquent par suite du conflit qui met aux prises Tchèques et Polonais. — Il paraît qu'au moment de la signature de l'armistice 500.000 allemands étaient sur le point d'être cernés. Nos ennemis le savaient, ils ont préféré se rendre sans coup férir.

Nous lisons, le *Samedi*, que les Ministres alliés ont décidé l'envoi de délégués pour assurer une exploitation pacifique du bassin industriel de Treschen, d'accord avec les Tchéco-Slovaques et les Polonais, en attendant le règlement territorial de la question par la Conférence.

Parmi les informations du *Dimanche* nous relevons la statistique suivante : sur les **135** sous-marins rendus par l'Allemagne, **30** ont été remis à la flotte britannique et **37** ont été envoyés aux pays alliés. Dans la répartition de ces derniers la France a eu **16** submersibles ; les Etats-Unis, **4** ; le Japon, **7** ; l'Italie **10** ; restent **98** dans les eaux britanniques. — Les dépenses de guerre des Etats-Unis s'élèvent au total approximatif de **26 milliards 365 millions de dollars**.

Nous apprenons, le *Lundi*, l'arrivée à Paris du prince Alexandre de Serbie. Reçu par le Chef de l'Etat il a été très acclamé par la foule. — Un détail significatif : M. Jouhaux, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail, a été appelé à siéger directement à la Conférence de la Paix comme adjoint technique du Ministre de la reconstitution industrielle.

Nous avons, le *Mardi*, le récit circonstancié de la réception solennelle de M. Wilson à la Chambre des Députés. En réponse à l'éloquent discours de M. Deschanel, le Président des Etats-Unis a prononcé une magnifique allocution dans laquelle il a célébré l'union étroite qui règne désormais entre la Grande-Bretagne, la France et l'Amérique.

Quant à l'hymne à la future « Société des Nations », plusieurs organes français importants en louent les sentiments nobles, généreux, élevés, mais ne l'estiment pas exempt d'un peu, de beaucoup d'utopie.

A souligner, le *Mercredi*, le chiffre des dépenses de l'Italie depuis son entrée en guerre jusqu'au 30 novembre 1918 : notre Alliée a dépensé, pour l'armée et la marine **48 milliards 482 millions de francs**, c'est-à-dire une moyenne de **1 milliard 152 millions de francs par mois**.

Le *Jeudi* une série de dépêches font prévoir le triomphe complet de la cause royaliste, qui est celle de l'ordre, au Portugal. — A signaler enfin un nouveau projet de loi contre les exploitateurs et les accapareurs et cela chez nous. Mieux vaut tard que jamais. Mais il faut que les Chambres se hâtent de voter le projet présenté. L. C.

CEUX DE CHEZ NOUS MORTS A L'ENNEMI

CLXIII

Cette liste ne contient que les noms communiqués par les familles dans les Avis de Décès ou de Messes.

- M. Paul GRAZIANI, disparu en mer au cours d'un torpillage, 14 juillet 1918 ;
 M. Marius GONTARD, du 70^e chasseurs à pied, 20 ans ;
 M. Paul ERARD, mort des suites de maladie aggravée au front, 6 août 1918 ;
 M. Baptistin DUDON, du 413^e, décoré de la croix de guerre, mort des suites de ses blessures, 15 août 1918 ;
 M. Roch-Léon MARTIN, du 205^e, 21 ans ;
 M. Frédéric ROMAN, du 131^e, 20 ans ;
 M. Paul CHAVERNAC, médecin-chef au ... d'infanterie, décoré de la croix de guerre, 40 ans ;
 M. Auguste ARNAUD, sergent au 3^e zouaves ;
 M. François FABIANI, sergent au 25^e chasseurs, décoré de la croix de guerre, disparu en mer au cours d'un torpillage ;
 M. Désiré-Louis ROBERT, sergent au 216^e, 27 ans ;
 M. Joseph CHERNERAU, disparu en mer, 16 août 1918, 46 ans ;
 M. Pierre AUBERT, aspirant au 149^e, 24 ans ;
 M. Louis CHAUVIN, du 320^e ;
 M. Jean FÉLIX, sergent au 86^e, 22 ans ;
 M. René AUTRAS, 24 ans ;
 M. Michel BISTOLFI ;
 M. Léopold ROUX, du 7^e génie, mort des suites de maladie contractée aux armées, 27 ans ;
 M. Jean RUFFAT, artilleur au 289^e ;
 M. Joseph FRA, soldat au 2^e grenadiers, 23 août 1918, 24 ans ;
 M. Louis GIANNO, 25 août 1918, 43 ans ;
 M. Ange GRAS, du 46^e, décoré de la croix de guerre ;
 M. François BÉRENGER, du 113^e, 27 ans ;
 M. Hervé de TOURNADRE, lieutenant au 10^e chasseurs à cheval, décoré de la croix de guerre ;
 M. Emile BELLEMIN, mécanicien-aviateur, mort des suites de maladie contractée au front, 26 août 1918, 26 ans ;
 M. André-Marius VALEYE, mort des suites de maladie contractée au front, 22 août 1918, 36 ans ;
 M. Vincent FABIANI, mort des suites d'une maladie contractée au service ;
 M. Alexis MARSEILLE, mort des suites de maladie contractée au front, 36 ans ;
 M. Octavien GÉRARD, mort des suites d'une maladie contractée aux armées, 27 août 1918, 30 ans ;



LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXIII. — Du 6 au 13 Février

On l'a écrit maintes fois et rien n'est plus vrai : l'Allemagne ne connaît et ne respecte que la force. Il paraît bien qu'à la veille du renouvellement de l'armistice les gouvernements alliés s'en souviendront pour exiger, autrement qu'avec des conventions diplomatiques, l'exécution des promesses imposées par les vainqueurs et souscrites par les vaincus.

Car l'attitude de ces derniers tourne, de jour en jour, à la provocation. Nos ennemis escomptent-ils un désaccord sérieux entre les plénipotentiaires du quai d'Orsay à la faveur duquel ils pourraient élever la voix et discuter les clauses consenties à l'heure suprême de la défaite ? On serait tenté de le croire à n'envisager, par exemple, que leur seule politique vis-à-vis de la Pologne. Les Allemands apprendront, toutefois, une fois de plus, à leurs dépens, que le Conseil de guerre interallié saura prendre les mesures propres à les ramener au sens de la réalité, c'est l'opinion de toute la presse et le vif désir des peuples de l'Entente. On va donc se hâter de les réduire.

Dans le cas contraire nous verrions quotidiennement surgir quelque nouvelle difficulté. Ne lisons-nous pas, le *Vendredi*, que le comte Brockdorff-Rantzau a refusé le visa des passeports aux commissaires interalliés chargés par la commission de Spa d'aller en Allemagne surveiller la levée des sequestres ? Le maréchal Foch se chargera, sous nul doute, de le rappeler à l'ordre. C'est le même service qu'il faudrait rendre à nos socialistes qui osent palabrer, à Berne, avec les « camarades » allemands.

Nous apprenons, le *Samedi*, sans surprise du reste, que ces fervents patriotes ont tout simplement capitulé en acceptant que la question des responsabilités de guerre soit renvoyée à plus tard. A demain les choses sérieuses ! — Ce même jour, nous trouvons dans une correspondance du grand journal anglais le « Times », la douloureuse confirmation que **quatre** grands ducs de la famille impériale de Russie ont été assassinés, le 28 janvier, et avec eux **144** hommes et **26** femmes.

Pendant que le socialisme international argumente et discute en pays neutre, en Allemagne l'Assemblée nationale s'occupe de la forme future du gouvernement. Les quotidiens donnent, le *Dimanche*, de longs extraits du discours d'Ebert qui a protesté contre les traitements imposés à sa patrie par les Alliés. Naturellement, il est plus facile de tendre la main à Lénine et de faire le jeu du bolchevisme que de s'acquitter envers les nations victorieuses ! Reste à savoir si la Conférence laissera se jouer cette sinistre comédie.

Il y a tout lieu de croire que non, car nous constatons, le *Lundi*, qu'un important Conseil de guerre a été tenu, entre les Alliés, au cours duquel le maréchal Foch a donné un grave avertissement concernant la possibilité d'un renouveau de l'esprit agressif en Allemagne. Cette dernière est capable de mettre en campagne, en deux mois, une armée de trois millions d'hommes. Pour rendre la reprise de la guerre impossible, on renforcera les conditions de l'armistice, le 17 février.

Ainsi, nous savons, le *Mardi*, qu'il a été décidé de demander à la

Commission allemande d'armistice le nombre de canons lourds ou légers, de mitrailleuses et d'avions dont l'Allemagne dispose actuellement. Cette question ne sera pas plus du goût de nos adversaires que celle concernant le sort de leurs colonies.

Le *Mercredi*, on apprend que, l'Assemblée nationale a donné aux anciens sujets de l'empereur Guillaume, un Président, en la personne du socialiste Ebert. Cette nouvelle nous arrive avec l'information intéressante contenue dans la lettre du général Hirschauer au maréchal Pétain de laquelle il résulte que les barbares, tandis qu'ils se plaignaient à faux d'un prétendu rôle militaire affecté à la Cathédrale de Reims, installaient des postes d'observation sur celle de Strasbourg.

On annonce, le *Jeudi*, que M. Wilson partira pour l'Amérique, après-demain. — Mais la nouvelle importante c'est qu'après une discussion approfondie de quatre jours, les conditions du renouvellement de l'armistice ont été arrêtées ; désormais plus de pourparlers avec les Allemands, un état de choses stable remplace une situation imprécise. Le point de vue de M. Clemenceau a prévalu, c'est une véritable satisfaction pour l'opinion française.

L. C.



N°1940
16 février 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXIV. — Du 14 au 21 Février

Ce n'est point sans protester — naturellement — que nos ennemis ont souscrit aux nouvelles clauses du renouvellement de l'armistice : l'Entente exige que les vaincus remplissent toutes les conditions précédemment acceptées par eux et qui n'ont pas été exécutées. Toute une série de moyens de contrôle est prévue. On doit, notamment, faire l'inventaire des ressources militaires actuelles de l'Allemagne et exiger qu'elles soient réduites au strict minimum nécessaire au maintien de l'ordre. Cessation immédiate des hostilités en Pologne et évacuation des territoires contestés. Un court délai de quelques jours est accordé pour remplir ces conditions, faute de quoi les hostilités seraient reprises, l'armistice pouvant désormais être dénoncé sans autres formalités qu'un préavis de trois jours.

Lorsque toutes ces clauses auront été exécutées, on signera la convention qui règlera définitivement la situation jusqu'à la signature de la paix. Certains pronostics permettent de penser que d'ici cinq semaines environ la Conférence fera connaître à l'Allemagne le texte contenant les volontés des Alliés en ce qui la concerne, c'est-à-dire les véritables préliminaires de la paix.

Les diplomates chargés de la négocier font, évidemment, tous leurs efforts pour y aboutir le plus tôt possible. Des lenteurs sont inévitables à cause des nombreux points à régler. Il en est certains qui paraissent arrêtés. C'est ainsi que le *Vendredi* nous lisons le compte rendu d'un discours de M. Lloyd George, à la Chambre des Communes, dans lequel le Chef du Gouvernement britannique déclare que les colonies ne retourneront pas à l'Allemagne, que les bolcheviks ne figureront pas au Congrès de la Paix et qu'une intervention en Russie est impossible, et la raison donnée c'est que l'Amérique ne veut envoyer ni argent, ni soldats, ni matériel, pour appuyer l'action de la France et de la Grande-Bretagne.

Nous apprenons, le *Samedi*, que M. Wilson, avant son départ pour l'Amérique, a donné lecture, au cours de la troisième séance solennelle de la Conférence de la paix, du projet de la future Ligue des Nations. Les **vingt-sept** articles qui le composent ont été approuvés par les délégués des **quatorze** nations qui ont pris part à sa rédaction. La ligue se propose tout d'abord d'empêcher la guerre et partant doit empêcher toute négociation secrète. Elle demande la coopération de la classe ouvrière à l'œuvre de paix, d'où résulte la nécessité d'un Code international du travail. Elle doit enfin assurer la liberté des peuples. Telles sont les grandes lignes de cet important document.

Les informations du *Dimanche* font connaître que l'Assemblée nationale allemande, réunie à Weimar, fulmine de plus en plus contre les Alliés. Mais, le maréchal Foch a très bien résumé la situation à son retour de Trèves : « le doigt sur la gâchette, nous obtiendrons tout, la main sur le cœur, nous serons dupés ».

Or, il s'agit de ne plus l'être. Aussi, les quotidiens soulignent, le *Lundi*, les moyens préconisés par le statut de la Ligue des Nations

pour assurer la paix à l'avenir : limitation des armements, mais chaque Etat prendra les mesures de sécurité indiquées par sa position géographique ; — ce point concerne surtout la France qui veille à la frontière de l'Allemagne.

Le *Mardi*, deux informations importantes : le renouvellement de l'armistice est signé, le maréchal Foch a refusé toute modification ; la seconde information c'est que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne paraît certain. Ce résultat est gros de menaces, on aurait dû le prévoir et peut-être on l'aurait empêché. C'est ce que rappellent aujourd'hui plusieurs Feuilles catholiques qui avaient dit, en 1917 surtout — et l'*Echo* était au nombre de ces Feuilles — que le véritable ennemi de la France, c'était l'Allemagne, non l'Autriche dont l'empereur, maintenant impuissant, désire se rapprocher de la France, mais ses ouvertures furent malheureusement repoussées.

Dans les quotidiens du *Mercredi*, un chiffre, un très gros chiffre, il a trait à la situation financière de la France : la guerre nous a coûté **171 milliards**. — Le soir, on apprend l'odieuse attentat commis contre M. Clemenceau, attentat heureusement sans suites fâcheuses et dont l'*Echo* parle plus loin.

Dans les nouvelles du *Jedi*, il nous est fort agréable de noter la réception enthousiaste faite, à Varsovie, aux représentants des Alliés, par le peuple Polonais demeuré si fidèle à la religion catholique, malgré tous les efforts du schisme et de l'hérésie.

L. C.

N°1941
23 février 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXV. Du 21 au 28 Février

Rien de désastreux, on le sait, comme les mauvais exemples, rien de redoutable comme la contagion du crime. Plus on perd de vue et on néglige la pensée et la crainte de Dieu et de ses commandements, moins la vie humaine semble compter et l'assassinat perdre de l'horreur qu'il a si longtemps inspirée. Après l'attentat contre M. Clemenceau, l'assassinat du président de la nouvelle république de Bavière, M. Eisner. L'assassin est un jeune lieutenant, il a expié son crime tout de suite, un matelot de service l'ayant tué d'une balle dans la tête. Quelques instants plus tard, en pleine séance du Landtag, nouvel attentat, un ministre et un député ont été grièvement blessés. N'est-ce pas la Table des dix Commandements qu'il faudrait afficher partout, au lieu des trois mots : Liberté — Egalité — Fraternité, — fraternité de Cain — c'est-à-dire les devoirs, et non pas les droits ?

Le *Vendredi*, nombreux détails sur l'indignation provoquée en France et à l'Étranger par l'attentat contre M. Clemenceau ; les nouvelles sont satisfaisantes, encore que le blessé soit un mauvais malade, peu soumis aux médecins ; nous remarquons qu'il est encore soigné par les Religieuses de la rue Bizet qu'il a sûrement appelées lui-même. — En Pologne, les hostilités sont heureusement suspendues.

Parmi les nouvelles du *Samedi*, à signaler le télégramme envoyé par ordre du Saint-Père pour stigmatiser l'attentat contre M. Clemenceau, l'*Echo* en donne le texte et sa transmission par le Cardinal de Paris. — D'Amérique, on annonce que M. Wilson partira, le 5 mars, pour revenir en France. — Un fait important et fort bien accueilli, particulièrement chez nous, c'est que les Alliés ont reconnu officiellement le gouvernement Polonais.

Dans les dépêches de Londres, publiées le *Dimanche*, il est enfin question des atrocités commises par la guerre sous-marine, la Commission fait savoir qu'elle possède les éléments nécessaires pour juger et condamner une vingtaine de commandants de sous-marins. — En France, il est question d'élever un monument commémoratif des victoires de la Marne. — Parmi les télégrammes de félicitations et vœux adressés à M. Clemenceau on en signale un très-cordial du « clergé polonais ».

Tous les quotidiens s'occupent, le *Lundi*, d'une fort mauvaise nouvelle... un nouvel impôt à ajouter à celui du revenu, l'impôt sur le capital ; rarement les nouveaux impôts ont une bonne presse, mais celui-là est plus mal accueilli encore que les autres. Tous les quotidiens en chœur disent avec raison : fixez enfin le gros chiffre que doit payer l'Allemagne, et puis vous vous occuperez de nous faire payer, nous.

Voici un chiffre significatif de la sauvagerie allemande, nous le trouvons aux dépêches publiées le *Mardi* : dans la seule ville de Lens qui comptait, avant la guerre, 24.000 habitants, il n'y a pas moins de dix mille maisons à rebâtir. Mille ouvriers sont occupés, à cette heure, au déblaiement ; grâce aux Anglais on a pu les loger. — M. Clemenceau va mieux, beaucoup mieux, car la Sœur Thérèse a quitté l'hôtel de la rue Franklin, et avec la Sœur Thérèse, l'automobile

du Président du Conseil a emporté une gerbe de fleurs magnifiques, fleurs que M. Clemenceau offre à sa dévouée garde-malade, mais qu'il sait bien destinées à la chapelle.

Dans les nouvelles du *Mercredi*, nous relevons cette information : M. Wilson aurait déclaré que l'Allemagne devra payer le « maximum ». Voilà qui est pratique et simplement juste. Le même jour, on publie le grand discours prononcé à Boston, par le Président des États-Unis, certes il est animé d'un souffle généreux que l'on ne peut que louer, mais certains passages paraissent beaucoup moins pratiques que la décision relative aux indemnités.

Tous les bons Français ont été heureux d'apprendre, *Jedi* matin, que M. Clemenceau a fait hier sa première sortie, il est allé jusqu'à Versailles, et tous ceux qui ont pu le voir ou l'entrevoir dans son automobile lui ont fait la plus sympathique ovation. L. C.

Pour les Marins et Passagers de la Transatlantique

Victimes des Faits de Guerre

La Compagnie Générale Transatlantique fera célébrer, *demain, Samedi, à 10 heures 30, à la Cathédrale*, un Service solennel pour les âmes des états-majors, équipages et passagers de sa flotte de la Méditerranée, victimes des faits de guerre.

Des places seront réservées aux familles des victimes qui les demanderont au siège de la Société, 9, quai de la Joliette.

N°1942
02 mars 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXVI. — Du 28 Février au 6 Mars

La défaite a pu changer, chez nos ennemis, la forme du gouvernement, elle n'a modifié en rien la mentalité d'un peuple que seule la force est capable d'impressionner et de maîtriser. Il est temps, pour les Alliés, d'y avoir recours, la récente violation de l'armistice, en Pologne, le prouve jusqu'à l'évidence.

Aussi l'opinion publique a-t-elle accueilli avec satisfaction la nouvelle des conditions approximatives que l'Entente va imposer à l'Allemagne: elles sont d'ordre **militaire, maritime, financier et territorial**. L'armée d'Outre-Rhin ne comprendrait plus que vingt cinq divisions, on exige le désarmement des usines de guerre, leur inspection et celle des effectifs sera assurée par une commission inter-alliée. C'est le fait dominant de la semaine.

Une sérieuse considération toutefois s'impose. Avec quel gouvernement traiteront les Alliés? Celui d'Ebert n'est pas bien solide et la révolution qui reprend à Berlin et dans plusieurs grands centres pourrait bien l'emporter définitivement. Il importe donc de maintenir énergiquement notre occupation et au besoin de l'élargir afin d'avoir les gages de complète sécurité qu'exige notre victoire.

Un de nos vaillants guerriers, le général Pau, à la tête d'une mission française a reçu un accueil enthousiaste au Canada, sur cette terre qui fut nôtre et où la France compte tant d'admirateurs et d'amis. Par contre, chez nos anciens alliés l'anarchie poursuit toujours ses terribles ravages, malgré les efforts des patriotes russes qui voudraient soustraire leur pays à la criminelle domination des bolchevistes.

Notons que les prétentions injustifiées des 100.000 juifs qui voudraient se faire attribuer la Palestine où l'on compte 400.000 musulmans et 200.000 chrétiens, soulèvent partout les plus légitimes protestations. — Terminons par un chiffre: On pense que l'Allemagne pourra garantir **10 à 15 milliards** par an, à partager, bien entendu, entre les Alliés.

L. C.

Le Chemin de la Croix de la Victoire et de l'Après-Guerre, par Mgr de Gibergues, évêque de Valence. — Ce *Chemin de la Croix* aura le même succès que le *Chemin de la Croix pour le temps de la guerre*, tiré à 400.000 exemplaires et qu'il est destiné à remplacer. — Prix: 0 fr. 20 l'exemplaire, port en sus: 0 fr. 05. Au Secrétariat de l'Evêché de Valence (Drôme).

EAUX minérales **Henri RAPHAEL**, dépositaire
naturelles **rue Grignan, 1** — Téléphone 61-14

N°1943
09 mars 1919

N°1944
16 mars 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXVII. — Du 6 au 13 Mars

L'incident de Spa constitue le fait sensationnel de la semaine. Quels que soient les commentaires de la presse, elle est unanime à y voir une bravade — du reste inutile — de nos ennemis vaincus.

Que l'Allemagne éprouve de la répugnance à livrer tout ce qui reste — même en construction — de sa flotte commerciale, la chose se conçoit aisément. Mais les exigences de l'Entente, sur ce point, ne sont nullement tyranniques, car, en s'engageant à fournir des vivres aux populations germaniques, les Alliés ont pleinement le droit, comme condition préalable, de demander la livraison des navires marchands dont ils ont besoin, du reste, pour remplacer ceux que la piraterie allemande a détruits. Pas de concessions possibles en cette matière. La nécessité contraindra bien les teutons à se soumettre.

Il est à prévoir qu'ils ne tiendront pas à se créer de nouvelles difficultés extérieures, tout occupés qu'ils sont à enrayer le mouvement insurrectionnel qui, ces jours-ci encore, a ensanglanté Berlin. Malgré tous les discours de l'aréopage de Weimar, Ebert n'est point parvenu à donner quelque prestige à son gouvernement, et l'obligation où il va se trouver, prochainement, de souscrire au système de recrutement que les vainqueurs vont imposer à l'Allemagne ne sera guère de nature à le relever. Suppression de la conscription et maintien d'une armée de 100.000 volontaires! Par l'intervention de son premier ministre, Lloyd George, la pratique Angleterre a consommé d'un coup la ruine du militarisme allemand; il n'y a pas à s'en affliger, lorsqu'on pense, surtout, que la criminelle agression préparée pour 1914, par la caste militaire d'Outre-Rhin, a obligé la France à mobiliser **128.370 officiers et 5.064 000 hommes**.

A la suite du rapport de la Commission de la Conférence, qui traite des responsabilités de la guerre, il se peut qu'une demande d'extradition du Kaiser soit faite au gouvernement hollandais. Le principal coupable aurait ainsi à rendre compte de ses crimes.

Un autre fait saillant, et que nous avons du plaisir à enregistrer, c'est la lettre de M. Pichon, Ministre des Affaires Etrangères, en date du 26 février, à M. Paderewski, président du Conseil du gouvernement polonais. Le ministre l'informe que le « gouvernement de la République française a décidé de reconnaître officiellement la Pologne comme Etat indépendant et souverain, et son gouvernement, appuyé par la volonté nationale, comme gouvernement régulier ».

La reine de Roumanie est arrivée à Paris. Le Chef de l'Etat a décerné le grand cordon de la Légion d'Honneur à la souveraine du peuple allié, qui a souffert particulièrement de la barbarie allemande et de la défection russe. — M. le Président Wilson est attendu à Brest aujourd'hui, jeudi. Les travaux de la Conférence vont donc être poussés activement. L'armistice final serait pour les derniers jours de ce mois.

L. C.

DENTIERS SPÉCIALITÉ d'APPAREILS en OR
FOCH FRÈRES, Chirurgiens-Dentistes
Place Saint-Ferréol, 8

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXVIII. — Du 13 au 20 Mars

Le fait important et sensationnel de la semaine pourrait bien être l'entrevue de M. Clemenceau et du cardinal Amette. Elle a été fort longue, c'est tout ce qu'on en sait, mais le départ immédiat de l'Archevêque pour Rome lui donne une signification particulière.

Il est incontestable que le gouvernement doit se préoccuper de donner une solution satisfaisante aux questions qui ont trait à l'Alsace-Lorraine. La situation religieuse occupe le premier plan, or, comment l'envisager sans parler avec Rome ? Aussi les organes les plus sérieux et à leur tête *Le Temps* et *Les Débats*, peu suspects en la matière, demandent-ils la reprise des relations avec le Vatican. Nos intérêts l'exigent et la France ne peut pas se laisser distancer par tous les gouvernements — même non catholiques — qui ont tenu, dès le début des hostilités, sentant la grande force morale qu'est la Papauté — à avoir un représentant auprès du Souverain Pontife.

On sait que bien d'autres raisons imposent la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège : les affaires de Syrie, et de l'Orient entr'autres et puis et toujours la situation intolérable des 40 millions de catholiques français qui seuls, au monde, n'ont aucun statut légal.

M. Wilson est de nouveau notre hôte. Dès son arrivée, et avant d'aborder l'étude des graves problèmes qui motivent sa présence, le Président des Etats-Unis a félicité vivement M. Clemenceau d'avoir heureusement échappé à l'attentat de Cottin que le conseil de guerre vient de condamner à mort.

La sous-commission de la Conférence, chargée d'étudier les responsabilités des auteurs de la guerre, a conclu à la nécessité de juger les coupables. Guillaume II ne pourra donc se soustraire au châtimement. Il convient d'ajouter qu'une liste a été établie énumérant les crimes imputés aux Allemands, elle ne comporte pas moins de trente articles.

L'entrevue de Bruxelles n'a ressemblé en rien à celle de Spa. Les délégués allemands ont, avec docilité, accepté les conditions de l'Entente qui demande la livraison immédiate de toute la flotte marchande d'Outre-Rhin.

Notre ville s'apprête à recevoir M. Venizelos, l'émancipateur de son pays, avant et pendant la guerre. L'éminent homme d'Etat vient présider une réunion où s'affirmera, à nouveau, l'amitié franco-hellénique.

L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXXXIX. — Du 20 au 27 Mars

S'ils n'ont plus pour eux la puissance des armes, les Allemands n'ont pas renoncé à prendre le plus de champ possible dans le domaine des louches manœuvres. Ces termes conviennent pour caractériser le coup de théâtre subit qui s'est produit, ces derniers jours, en Hongrie, où la République « des Soviets » a été proclamée.

Il est, en effet, fort probable qu'en passant le pouvoir aux révolutionnaires, le comte Karolyi a agi sous l'influence du gouvernement de Berlin, de plus en plus désireux de créer des difficultés à l'Entente. De fait, cet événement est grave, l'empressement des nouveaux dirigeants de Budapest à se mettre en communication avec Lenine et les terroristes russes le prouve suffisamment.

Le bolchevisme est bien un danger mondial qui pourrait, si on ne parvient pas à l'endiguer promptement, rallumer l'incendie que l'armistice du 11 novembre s'est efforcé d'éteindre. Il est temps, pour tous les peuples, de faire résolument face à ce nouvel ennemi, aussi redoutable que l'autre. La Ligue des Nations pourrait s'y employer avec succès, mais quand donc annoncera-t-on officiellement sa naissance ?

En attendant cette bonne nouvelle, on apprend la nomination de M. Millerand comme Commissaire Général de la République à Strasbourg. Ancien Ministre de la Guerre, M. Millerand est connu pour son énergie, sa clairvoyance, son esprit de méthode, il s'efforça à réparer les lourdes fautes du trop fameux général André. Aussi, ce choix est d'abord fort bien accueilli, même des Catholiques. Malheureusement, dans son premier discours, le nouveau Commissaire, manifestement en vertu des instructions reçues à Paris, a déclaré, quant à la question religieuse — la plus importante, on le sait, aux yeux de l'immense majorité des Alsaciens-Lorrains — que « pour le moment, le Concordat continue, mais, peu à peu l'Alsace et la Lorraine entreront dans toutes les formes de la législation française ». Cette déclaration a vivement ému et peiné les catholiques et les libéraux des chères Provinces et de la France entière, car parmi ces « formes » se trouvent la confiscation des biens de l'Eglise, l'école non confessionnelle et les lois d'exception contre les Religieux. Or, l'on n'a pas oublié que M. Clemenceau lui-même a fait allusion à ces « formes », quand il a parlé de « certaines lois faites avant la guerre » et qu'il serait facile de modifier. La déclaration, la menace du nouveau Commissaire est donc de la plus haute gravité, si, elle aussi, ne devait pas être « pour le moment ».

Tandis que la Conférence, entre autres questions à résoudre, envisage l'attitude à adopter, par les Alliés, en face de l'échec des négociations de Posen, à la Cour d'Assises de la Seine s'ouvre le procès de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès.

Terminons ce rapide exposé hebdomadaire en enregistrant l'information d'après laquelle les experts américains évaluent le coût total de la guerre à **200 milliards de dollars**, évaluation faite des pertes de vies humaines et de propriétés, d'après les documents recueillis jusqu'à présent.

L. C.

N°1945

23 mars 1919

N°1946

30 mars 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXL. — Du 27 Mars au 3 Avril

De tous côtés s'élevaient des récriminations au sujet des lenteurs de la Conférence. Il semble que désormais les décisions utiles interviendront de façon plus rapide, étant donné la diminution du nombre des voix délibératives. Le « Comité des Dix » qui devient le « Conseil des Quatre » comprend les chefs des grandes Puissances représentées. A ce premier avantage il faut joindre celui du secret des discussions nécessaire pour éviter des divulgations prématurées.

Ce qui n'est pas un secret mais une douloureuse réalité qu'il importe de bien faire connaître, c'est, indépendamment de toutes les souffrances physiques et morales déchainées sur la France par l'horrible guerre, le chiffre effarant que représentent, pour notre pays, les dépenses qu'elle impose : **316 milliards**. Le règlement de ce formidable compte est bien de nature à inspirer les plus graves soucis. L'Allemagne vaincue les payera-t-elle ? Ce ne serait qu'une justice.

Hélas ! au dernier moment, on annonce que, malgré les arguments et l'éloquence de M. Clemenceau, la Conférence a réduit l'indemnité à **95 milliards** ; or, la France, elle seule, réclamait **80 milliards**, l'Angleterre et la Belgique, **40 milliards** chacune...

La responsabilité de nos sauvages agresseurs n'est pas moindre en ce qui concerne l'héroïque et malheureuse Belgique. Il est avéré que **6.000** civils sont tombés victimes des Barbares, **125.000** hommes ont été déportés et l'injuste invasion a fait **7.000** orphelins.

Signalons le beau geste du Conseil national exécutif américain pour les blessés français. Il a décidé la formation d'un hôpital à Reims, pour lequel il a déjà réuni **100.000 dollars**.

Tandis que les conversations diplomatiques reprennent à Spa avec l'intervention personnelle du maréchal Foch, la Diète de Pologne, siégeant à Varsovie, a voté, à l'unanimité, une motion d'alliance avec l'Entente. Les chefs de tous les partis se sont prononcés sur la nécessité historique, politique, économique et militaire de l'alliance.

L'Empereur Charles 1^{er} et l'Impératrice sont arrivés en Suisse, accompagnés par des officiers anglais. Voilà au moins des souverains détrônés qui ne seront pas torturés et assassinés par des monstres, comme l'ont été les Souverains de Russie, eux et leurs enfants.

L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLI. — Du 3 au 10 Avril.

Il a été concluant le voyage des délégués de la Conférence de la Paix, à travers les régions dévastées du Nord de la France. De leur visite à Lens, Arras, Denain et Cambrai, nos hôtes et alliés ont dû remporter l'impression que les Allemands ne payeraient certainement jamais assez cher leurs dévastations et leurs crimes.

En attendant la soumission complète des ennemis, le maréchal Foch, à Spa, a obtenu une nouvelle capitulation allemande : les Polonais, actuellement en France, débarqueront à Dantzig.

L'agitation bolcheviste continue, sous une étiquette différente, selon les diverses nations. Après avoir triomphé en Hongrie, la voilà qui enregistre un nouveau succès en Bavière, où la République des Conseils a été proclamée.

L'Anarchiste Cottin, auteur de l'attentat contre M. Clemenceau, vient de bénéficier d'une mesure de grâce. La peine de mort, sur proposition du Ministre de la Guerre, Président du Conseil, a été commuée en dix années de réclusion.

Le Roi Albert est venu, ces jours derniers, à Paris, discuter la question des réparations à la Belgique qui désire obtenir une priorité de règlement. Il paraît acquis qu'une avance immédiate de douze milliards serait faite à nos valeureux Alliés.

CCXLII. — Du 10 au 17 Avril.

Le travail des diplomates du quai d'Orsay avance... lentement. Un résultat, cependant, est acquis : la France obtient l'exploitation, à perpétuité, du bassin houiller de la Sarre, le territoire, il est vrai, reste propriété de l'Allemagne, mais sera administré par nous.

On a arrêté également le montant des indemnités. Le chiffre de la somme provisionnelle que l'Allemagne devra verser pour les restitutions et réparations a été fixé à **125 milliards**, sur lesquels **55 pour cent** reviendront à la France.

Notons aussi la décision qui fait de Genève le siège de la Ligue des Nations. C'est une désillusion pour les Belges, comme eux, en France, l'on désirait que la ville de Bruxelles fût choisie. — Enfin, les délégués Allemands arriveront le 25 Avril, et — très probablement — la paix sera signée, le 2 Mai, dans la Galerie des Glaces, au Château de Versailles. — Et l'héritier de celui qui se fit proclamer, en 1870, Empereur d'Allemagne, dans ce même palais de Louis XIV, est, à cette heure, sans trône et exilé, il a perdu infiniment plus que son trône... Nous, grâce à Dieu, en 1870, nous avons sauvé l'honneur.

L. C.

LA QUÊTE POUR L'ÉGLISE VOTIVE DU SACRÉ-CŒUR au PRADO, que nous avons annoncée dans notre dernier Numéro, a été faite, au cours de la représentation de la **PASSION**, le beau drame sacré de M. Lèbre, aussi émouvant et instructif que littéraire. La première Quête avait produit le beau chiffre de 250 francs, cette seconde Quête a été également très fructueuse.

L'Inépuisable Générosité des Catholiques

Dans le Bulletin illustré des *Missions Catholiques*, numéro du 11 avril, 1 don de 1.000 francs, 1 de 3.000, 1 de 5.000. — Au célèbre Sanctuaire de Fourvière, à *Lyon*, on a reçu, en sept jours, du 25 mars au 1^{er} avril, 5.166 francs. — A *Lyon* également, dans la liste de la Souscription pour l'Eglise votive du Sacré-Cœur, publiée le 11 avril, 1 don de 5.000 francs. — A *Toulouse*, en 1918, l'Œuvre de Saint-François-de-Sales a recueilli 10.271 francs, celle de la Sainte-Enfance, 15.161 francs, et la Souscription de la présente année 1919, pour les Ecoles libres, dépasse déjà 32.000 francs. — A *Moulins*, dans la première liste de Souscription pour les Ecoles libres, 1 don de 10.000 fr.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLIII. — Du 17 au 24 Avril.

Non seulement les Allemands refusent d'accepter le chiffre des indemnités publié par les journaux français et alliés, mais ils émettent la prétention de réclamer eux-mêmes des réparations à l'Entente comme réparation des dommages subis : 1^o du fait des attaques aériennes ; 2^o de l'occupation des troupes alliées ; 3^o du retard apporté à la conclusion de la paix ; 4^o de la prolongation du blocus.

La mentalité teutonne nous est trop connue pour que nous puissions être étonnés de pareilles bravades ; même vaincus nos ennemis essaient de nous en imposer... mais en pure perte, le maréchal Foch et les chefs des armées alliées ont arrêté les mesures militaires envisagées au cas où ils refuseraient de signer les préliminaires de paix.

Le Conseil suprême des Alliés a invité télégraphiquement les délégués allemands pour le 25 avril, à Versailles, à l'effet de recevoir le texte des préliminaires de paix établi par les Puissances alliées et associées ; le gouvernement Allemand a répondu qu'il enverrait trois délégués pour recevoir ce projet et le rapporter à Berlin.

Nos adversaires se proposaient évidemment de gagner du temps et de recommencer le jeu de chicane auquel ils se livrent depuis l'armistice. On ne le leur permet pas. Les délégués devront être munis des pouvoirs nécessaires pour négocier. Le comte Brockdorff-Rantzau, ministre des Affaires Étrangères, sera lui-même à la tête de la délégation qui arrivera, vraisemblablement, le 28 avril. Elle aura à lire — dit-on — 1.000 articles comprenant 120.000 mots.

Au dernier moment, nous apprenons que les Allemands n'arriveront que le 1^{er} Mai. — Un incident pénible : la déclaration du Président Wilson, au sujet de Fiume qu'il faudrait conserver aux Croates, a provoqué le départ des délégués Italiens.

Enfin, voici un détail qui intéressera sûrement les lecteurs de *l'Echo* : parmi les délégués à la Conférence de la Paix se trouve un religieux Lazariste, le R. P. Decroo, il est chargé d'exposer et de défendre les intérêts de la Perse où il est resté 18 ans, supérieur de la Mission de Khosrova-Salmas. Le gouvernement Français n'a pas hésité à désigner, d'accord avec le gouvernement Américain, ce religieux particulièrement apte à remplir sa mission. L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLIV. — Du 24 Avril au 1^{er} Mai

Tandis que la Presse mondiale épilogue autour de « l'incident italien », les plénipotentiaires allemands chargés de recevoir et de signer les préliminaires de paix prennent le chemin de la France. C'est à l'Hôtel des Réservoirs, à Versailles, que la délégation résidera. Dès Mardi soir elle y était au complet ayant à sa tête le comte de Brockdorff-Rantzau. D'après les quotidiens, la remise du traité se fera solennellement, dans le grand salon du rez-de-chaussée du Trianon-Palace. C'est M. Clemenceau lui-même qui en remettra le texte.

La Conférence a tenu, lundi, sa « 5^{me} séance plénière ». Elle a arrêté le texte définitif de la Société des Nations. Cette charte solennelle, destinée à maintenir la paix parmi les peuples, mentionne, en effet, toutes les précautions de sagesse qu'il est possible à une assemblée humaine de prendre pour atteindre pareil but. Sera-t-il vraiment atteint ?... Il faut, en tout état de choses, voir dans cette nouvelle organisation le loyal désir des Puissances Alliées de prémunir les peuples contre le retour de nouvelles catastrophes.

On ne désespère pas de revoir la délégation italienne à Paris. M. Orlando et ses collaborateurs ont reçu du Parlement, qui a approuvé leur attitude, le mandat de soutenir les revendications populaires concernant Fiume. On est convaincu que la diplomatie saura trouver un terrain d'entente pour régler cette question, afin de dissiper le malaise auquel elle a donné lieu. L. C.

Le Pèlerinage des Hommes à N.-D.-de-la-Garde

Il aura lieu, cette année, le *Dimanche 11 Mai*. A 7 h. 30, Messe de Communion célébrée par S. G. Mgr l'Evêque. Allocution par M. l'abbé Suchet, curé de Saint-Mauront.

Le Mois de Marie à Notre-Dame-de-la-Garde

L'année dernière, à pareille époque, c'était encore la guerre, mais nous avons pu écrire, à la veille du premier jour de ce mois béni : « Le moment de la défaite approche pour les Barbares, le moment de la victoire et de la paix approche pour nous ».

La victoire nous l'avons reçue en effet, elle nous a été accordée et magnifiquement, et c'est pendant ce mois que la Paix va être signée. C'est donc un nouveau motif de reconnaissance pour nous. Est-il besoin d'ajouter, à cette heure, que nous avons à demander aussi à notre Bonne Mère, la gardienne de notre Cité, de ne pas permettre que la Paix intérieure soit troublée et de conserver l'union de ses enfants, enfants du même Dieu et de la même Patrie ? T. B.

Pour le maintien du bon ordre, les Fidèles, au cours des multiples Pèlerinages de chaque jour, sont priés de se conformer aux avis qui leur seront donnés, au Sanctuaire.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLV. — Du 1^{er} au 8 Mai

Le Mercredi, 7 Mai 1919, devient une date historique. En ce jour, désormais mémorable, l'Allemagne vaincue et humiliée a connu les conditions de paix imposées par les Alliés victorieux. La cérémonie de la remise aux plénipotentiaires allemands du traité des préliminaires de paix a eu lieu au Trianon-Palace, à Versailles. Le volume « in-quarto » qui les contient a été présenté aux délégués ennemis qui ont un délai de quinze jours pour remettre en français et en anglais, leurs observations écrites sur l'ensemble du traité.

Après en avoir reçu le texte qui ne comporte pas moins de quinze chapitres dont les quotidiens ont donné un résumé, le comte Brockdorff-Rantzau a prononcé un plaidoyer en réponse à la brève et substantielle allocution de M. Clemenceau. Le chef de la mission allemande, restant assis, a lu son mémoire dont les interprètes, phrase par phrase, ont donné la traduction française et anglaise.

Cette journée solennelle, qui est l'événement le plus considérable de la semaine, avait été précédée de la vérification des pouvoirs par la Commission alliée nommée à cet effet et présidée par M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin en 1914. M. de Brockdorff-Rantzau remit à M. Cambon ses documents enveloppés dans une gaine en moire rouge. Le diplomate français remit, à son tour, au ministre allemand les pouvoirs des représentants des Puissances Alliées contenus dans une serviette en cuir.

Notons que la délégation italienne était présente à Versailles. Le 1^{er} Mai, M. Poincaré a adressé, au nom de la France, un message de sympathie au peuple italien. On aurait, dit-on, presque trouvé un compromis pour la question de Fiume, rien de définitif n'a été encore adopté.

CCXLVI. — Du 8 au 15 Mai

A en juger par les seules déclarations du ministre-président Scheidemann à l'Assemblée nationale allemande, le traité de paix, imposé par les Alliés, n'est pas du goût des ennemis. Les délégués de Versailles ont ordre de protester officiellement et les teutons, après avoir essuyé la défaite sur les champs de bataille, vont essayer d'employer toutes les ruses de leur diplomatie félonne à en atténuer les redoutables conséquences. Peine perdue, protestations inutiles, ils signeront en acceptant les clauses de l'Entente, bien douces, en vérité, si l'on songe à celles que l'Allemagne victorieuse s'appropriait à nous dicter !

La consternation qui règne à Berlin s'est traduite dans tout le gouvernement d'Empire et dans les Etats confédérés par l'abstention de tous divertissements publics. L'Allemagne est en deuil ! Il ne peut être aussi cruel, ce deuil, ni aussi douloureux que celui qui règne, depuis cinq ans, sur le monde entier, ensanglanté par la sauvage agression germanique. Toutes les notes du comte de Brockdorff-Rantzau sont impuissantes à exciter le moindre sentiment de pitié en faveur de l'Allemagne. Comme l'a très justement proclamé M. Clemenceau « les Alliés ont dû accepter la guerre la plus dure qui

leur a été cruellement imposée. Voici venue l'heure du lourd règlement de comptes. »

L'Allemagne est fixée. Au château de Saint-Germain, l'Autriche ne tardera pas à l'être. La Hongrie, livrée aux bolchevistes s'efforce, de connivence avec les anarchistes russes, d'écraser la Roumanie, elle n'y parvient pas. Elle aussi et tous les autres coalisés subiront, prochainement la loi du vainqueur. Le droit, la liberté et la justice auront ainsi leur juste revanche.

L. C.

N°1953
18 mai 1919

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLVII. — Du 15 au 22 Mai

Le comte de Rantzau a éprouvé le besoin de se rendre à Spa pour conférer avec des techniciens chargés, probablement, de le documenter pour la rédaction de nouvelles notes. Leur génie commun n'empêchera pas l'inévitable de se produire.

Malgré les clameurs indignées de Berlin, il est à présumer que l'Allemagne signera le traité de paix. Il est vrai qu'elle décline toute responsabilité dans l'agression criminelle qu'on lui impute, le coupable ne serait autre que le gouvernement impérial ! M. Clemenceau a fait bonne justice de ces prétendues excuses et nos ennemis voient s'évanouir, une à une, leurs illusions concernant leur sort futur.

Chercheraient-ils à l'éluder par un refus de signer ? Ils ne sont pas sans savoir le but réel de la visite du maréchal Foch aux armées d'occupation. La présence du généralissime sur le Rhin signifie, évidemment, que toutes les mesures sont prises pour ramener les vaincus au sentiment de la réalité.

C'est lui, certainement, qui animait les membres de la délégation autrichienne, lundi, 19 mai, à l'heure où son chef, M. Renner, se rencontrait avec M. Cambon et les plénipotentiaires de l'Entente, pour la remise de leurs pouvoirs. Cette cérémonie a eu lieu dans la salle du Château de Saint-Germain, où, en 1638, naquit Louis XIV. Notons que les allées et venues de ces délégués a été loin de produire sur la population française la même répulsion que celles des Allemands, à Versailles. A signaler aussi que la plupart d'entre eux ont assisté aux offices du dimanche.

Une rencontre — d'un autre genre — a eu lieu dans la Baltique, entre l'escadre anglaise et la flotte bolcheviste qui a été fort malmenée. Les anarchistes russes, du reste, commencent à être muselés. L'Ukraine s'est franchement soulevée dans le but de secouer le joug odieux de ces terroristes, et les Roumains, de leur côté, font effort pour repousser, loin de leurs frontières, ces ennemis de toute civilisation et de tout progrès.

Tous les peuples qui souhaitent, comme nous, le relèvement matériel et moral de ce puissant Etat suivent, avec une sympathie qui se traduit même par un concours effectif, les tentatives de l'amiral Koltchak à la tête de ses troupes sibériennes.

Tandis que les forces alliées débarquent à Smyrne où leur présence est nécessaire pour rétablir l'ordre, les Anglais ont transporté solennellement, à Londres, le corps de Miss Edith Cavell, l'héroïne lâchement assassinée par les Allemands, en Belgique.

Terminons par cette heureuse constatation faite dans l'*Officiel* : Parmi les noms des Membres du Conseil supérieur de l'Alsace-Lorraine figure celui de M. l'abbé Wetterlé.

L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLVIII. — Du 22 au 29 Mai

La délégation allemande a mis à profit le délai de huit jours accordé par l'Entente pour la signature des Préliminaires de Paix. Sous la conduite de son chef elle s'est hâtée de retourner à Spa prendre contact avec le gouvernement de Berlin, le comte de Rantzau étant désireux de conclure le plus tôt possible.

Ce serait mal connaître nos ennemis, toutefois, que de s'imaginer qu'ils ont le sens des réalités. Ils étaient tellement persuadés de leur victoire que la défaite, si elle a cruellement affecté leur estomac peu apte aux privations, n'a nullement modifié leur mentalité orgueilleuse et tyrannique. Sans attendre le texte complet de leurs contre-propositions, la seule analyse qu'en donnent les quotidiens suffit pour s'en convaincre. Ils posent en victimes et parlent en vainqueurs.

Et pour donner plus de poids à leur prose diplomatique, les feuilles d'Outre-Rhin ont reçu le mot d'ordre : « impossible de signer un pareil traité ! » Mais tout est prévu, du côté Allié. Si l'empire n'accepte pas — ce qui n'est guère probable — des pourparlers seront engagés avec les Etats Confédérés, en vue d'une paix séparée.

Or, d'une telle éventualité Ebert et Scheidemann ne veulent à aucun prix et pour l'éluder ils exploitent le chauvinisme des teutons. Il est inadmissible, diront-ils et feront-ils dire que pour une question de charbon, par exemple, on enlève à l'Allemagne le territoire de la Sarre que peuplent des milliers de ses enfants. Et M. Clemenceau de leur répondre — avec justesse — la destruction des mines de charbon dans le nord de la France a été un acte d'une telle nature qu'une réparation spéciale et exemplaire devait être exigée. Et ainsi de toutes les objections de nos adversaires humiliés et anxieux.

La délégation autrichienne, à son tour, est impatiente de connaître la loi du vainqueur, ce qui ne saurait tarder. Dès les premiers jours de la semaine prochaine, en effet, elle sera fixée.

Les bolchevistes paraissent enfin vaincus : Lénine a demandé un armistice à l'amiral Koltchak qui a naturellement refusé et le général Denikine a infligé un échec complet aux gardes rouges. Plaise à Dieu que la malheureuse Russie puisse, bientôt, connaître à nouveau l'ordre et la paix sous un gouvernement honnête et vraiment national. L'Entente est prête à reconnaître — sous certaines conditions déterminées — celui de l'amiral Koltchak, surtout s'il convoque la Constituante. En attendant, les Alliés ravitailleront Pétrograd dès que la défaite du bolchevisme, dans la capitale, sera un fait accompli.

Encore un chef d'Etat allié qui nous rend visite : le Président de la République du Brésil était, ces jours derniers, à Paris, on sait qu'il revient de Rome où il n'a pas manqué de demander une audience au Saint-Père et il a été reçu au Vatican avec les honneurs souverains.

Terminons par des chiffres à la fois douloureux et glorieux ; il s'agit de l'aviation française : du 4 août 1914 au 11 novembre 1918, nos pertes dans la zone des armées ont été de 1.945 pilotes et observateurs tués, 1.461 disparus dont la mort est certaine, et 2.922 blessés. Dans la zone de l'intérieur, les pertes ont été de 1.927 pilotes et observateurs. Au total, les pertes de l'aviation française ont été de 7.757.

L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCXLIX. — Du 29 Mai au 5 Juin

Notons d'abord une juste et fière réponse de M. Clemenceau. La délégation allemande avait déclaré que « le gouvernement actuel ne doit pas être rendu solidaire du gouvernement précédent. » Notre Président du Conseil a répondu : « L'Allemagne n'a agi selon le principe qu'elle soutient actuellement, ni en 1871, vis-à-vis de la France, après la proclamation de la République, ni, en 1917, au regard de la Russie, lors de la révolution qui abolit le régime tsariste. »

Voilà un coup de massue, bien à la française. Et on remarquera avec plaisir que M. Clemenceau appelle le bolchevisme, non pas un *gouvernement*, mais la *révolution*.

Il est un autre Ministre qui n'a pas une aussi bonne Presse, c'est celui des Finances, car il a proposé un milliard deux cent cinquante millions de nouveaux impôts. Et les journaux en chœur répètent : Que l'on se hâte un peu plus de contraindre les Barbares à payer, qu'ils commencent, eux les vaincus, les vainqueurs payeront ensuite de nouveaux impôts.

La remise du Traité aux délégués Autrichiens a eu lieu, lundi. M. Clemenceau, à son arrivée, et le maréchal Foch ont été l'objet d'une imposante manifestation. Tous ont remarqué que la physionomie de M. Renner contrastait avec l'air hautain du comte Rantzau. Mais ce qui a dérouter l'opinion, c'est qu'après tant de délais et de retards, le traité remis est *inachevé*. Il y est question de beaucoup de choses cependant, mais pas du paiement de la dette contractée par ceux qui ont fait cette horrible guerre injuste.

Ne serait-ce pas, comme l'affirment avec tant de motifs les « Nouvelles Religieuses » dans leur Numéro du 1^{er} Juin, parce que les membres de la Conférence, malgré toute leur haute intelligence, leurs efforts multipliés, la bonne volonté manifeste dont on leur doit savoir un gré infini, ont obéi d'abord à des idées modernes fort discutables, à savoir « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et au système de supprimer « toute conquête, toute annexion ? » Le principe du bon sens, de la justice, du droit, tel qu'on l'entend depuis toujours, c'est que « le débiteur est obligé sur tous ses biens de payer son créancier, qu'il s'agisse des peuples ou des individus, » et le débiteur coupable, dont la dette a pour cause un crime, une guerre injuste, quand c'est un peuple, ne peut pas, ne doit pas être traité plus favorablement qu'un individu.

On dit de partout, au reste, qu'il faudra bien revenir à ces vieux principes, qui sont aussi, affirment les gens les mieux avertis, ceux de M. Clemenceau.

L. C.

LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCL. — Du 5 au 12 Juin

Le mouvement séparatiste s'accroît en Allemagne. La chose, on le conçoit aisément, n'est pas de moindre importance, aussi, pour la troisième fois, le comte Rantzau a quitté Versailles. Il est revenu de Cologne où il a conféré avec un certain nombre de personnalités au sujet de ce grave événement et il a aussitôt écrit à M. Clémenceau pour protester contre l'action des Alliés en faveur de l'établissement de la République Rhénane.

Nos diplomates mettront facilement la chose au point et ils ne tarderont pas non plus, nous l'espérons, à faire tenir aux délégués allemands la réponse officielle de l'Entente. On croit, à ce propos, que les contre-propositions allemandes seront rejetées dans leur ensemble.

Pressentant, sans doute, ce qui se prépare, nos ennemis essayent de gagner du temps ; il avait été question même, à Berlin, de soumettre à un plébiscite l'acceptation ou le refus des conditions de paix. Ce qui paraît acquis, c'est que la remise des conditions alliées sera accompagnée d'un ultimatum à échéance très courte : il faudra bien alors se décider.

Et les allemands se décideront. Au cas improbable où M. de Brockdorff-Rantzau ne signerait pas, le gouvernement Scheidemann sera remplacé par un autre qui se hâtera de signer avant que les troupes alliées aient occupé Francfort et renforcé le blocus.

CCLI. — Du 12 au 19 Juin

Le fait important de la semaine est la remise, à la délégation allemande, de la réponse des Alliés au contre-projet du comte de Brockdorff-Rantzau. Nos ennemis ont jusqu'à lundi soir, 7 heures, pour faire connaître leur décision définitive. S'ils refusent de signer, les troupes alliées, fortes de 600.000 hommes et munies d'un puissant matériel, se mettront immédiatement en mouvement.

Les allemands le savent et le comte de Rantzau qui, avec toute la délégation, a quitté Versailles pour Weimar, ne manquera pas d'en conférer avec les membres du gouvernement de Berlin. La crainte des alliés sera probablement, pour les teutons, le commencement de la sagesse.

Les rigoureux qu'ils redoutent ne sont rien à côté des responsabilités terribles qu'ils ont assumées en déchaînant sur le monde l'épouvantable fléau qui l'a ensanglanté pendant plus de quatre ans, et M. Clémenceau a été bien inspiré de leur répondre : **La guerre qui a éclaté le 1^{er} août 1914 a été le plus grand crime contre l'humanité et la liberté des peuples qu'ait jamais commis consciemment une nation se prétendant civilisée.**

De leur côté, les autrichiens ont remis leurs contre-propositions contenues dans un opuscule d'une trentaine de pages.

Les Alliés ont reconnu le gouvernement de l'amiral Koltchak comme le vrai gouvernement de la Russie. L'Entente lui a promis son aide pour lui permettre de réduire les bolchevistes dont l'action malfaisante et criminelle menace non seulement les intérêts russes, mais ceux de toutes les autres nations.

L. C.



LA SUITE DES ÉVÉNEMENTS

CCLII. — Du 19 au 25 Juin

Les Allemands ont enfin répondu. Ils acceptent toutes les conditions imposées par l'Entente et se déclarent prêts à signer le traité de paix. C'est lundi soir, à 5 heures, que leur décision a été connue. La guerre est donc terminée, la Providence a splendidement couronné l'héroïque sacrifice de tant de milliers de braves qui sont tombés au champ d'honneur pour défendre la Patrie bien-aimée en nous accordant la victoire.

Depuis quelques jours, les opinions les plus diverses s'exprimaient, concernant l'issue des discussions avec le gouvernement de Berlin. En passant la main à Bauer, Scheidemann n'avait pas, du même coup, résolu toutes les difficultés, si bien que le nouveau ministère, quoique décidé, en principe, à signer, essaya de poser encore certaines conditions. Le refus catégorique des Alliés ne laissait plus place aux tergiversations, **l'Allemagne a dû s'incliner.**

Certes, ce n'est pas là le résultat qu'escomptaient, par avance, les barbares qui ont déchaîné sur le monde l'épouvantable fléau. Dieu a déjoué leur plan criminel et, en les châtiant, comme ils le méritent, a ménagé une fois de plus le triomphe de la justice, du droit et de la liberté.

Ne sommes-nous pas fondés à voir une intention providentielle et une délicate attention du Ciel dans l'heureuse coïncidence qui confond la Fête de notre Victoire avec celle du Sacré-Cœur ? Comme au temps de la sainte Libératrice, il y avait grande pitié au pays de France, se souvenant des aïeux qui l'ont si bien servi, le divin Maître a voulu sauver leurs enfants qui doivent s'efforcer, à leur tour, de mériter l'inestimable bienfait du retour, par la victoire, à l'ordre et à la tranquillité.

Attendons, maintenant, l'heure de la cérémonie officielle et définitive de Versailles. Elle consacrera l'effondrement du germanisme et réduira, nous l'espérons, à l'impuissance ces odieux forbans qui viennent encore de donner la mesure de leur loyauté en détruisant une partie de la flotte qu'aux termes de l'armistice ils devaient remettre à leurs vainqueurs.

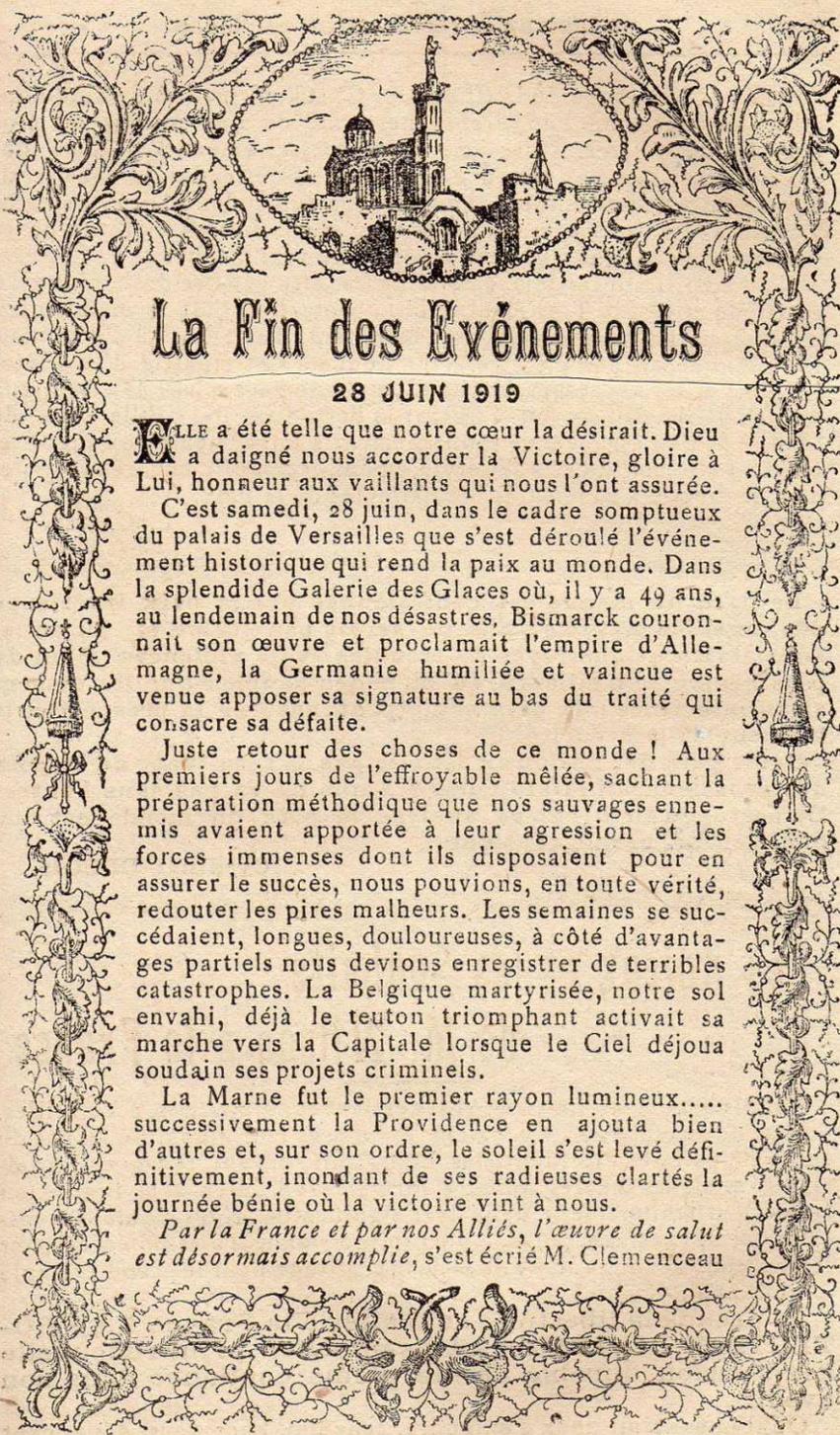
Et à notre allégresse patriotique ne manquons pas de mêler les sentiments d'infinie gratitude que nous devons au Maître de la Victoire, au Christ qui aime les Francs !

L. C.

Villa du Sacré-Cœur à la Louvesc, Ardèche. — La villa du Sacré-Cœur, spécialement réservée à MM. les Ecclésiastiques, leur est ouverte, cette année, depuis le 20 juin. — Service régulier d'autobus en gare d'Annonay.

Il y aura deux Retraites pour les prêtres. — 1^{re} retraite, du lundi 21 au samedi 26 juillet ; 2^e retraite, du lundi 25 au samedi 30 août. MM. les Retraitants sont priés d'arriver à temps pour pouvoir assister au premier exercice de la retraite qui a lieu le lundi soir, à 6 heures. — Retraite pour MM. les Laïques (hommes et jeunes gens) du mercredi 3 au dimanche 7 septembre.

Pour être sûr d'avoir une chambre, la retenir d'avance en écrivant à Madame Chouet, villa du Sacré-Cœur, La Louvesc, Ardèche.



La Fin des Evénements

28 JUIN 1919

Elle a été telle que notre cœur la désirait. Dieu a daigné nous accorder la Victoire, gloire à Lui, honneur aux vaillants qui nous l'ont assurée.

C'est samedi, 28 juin, dans le cadre somptueux du palais de Versailles que s'est déroulé l'événement historique qui rend la paix au monde. Dans la splendide Galerie des Glaces où, il y a 49 ans, au lendemain de nos désastres, Bismarck couronnait son œuvre et proclamait l'empire d'Allemagne, la Germanie humiliée et vaincue est venue apposer sa signature au bas du traité qui consacre sa défaite.

Juste retour des choses de ce monde ! Aux premiers jours de l'effroyable mêlée, sachant la préparation méthodique que nos sauvages ennemis avaient apportée à leur agression et les forces immenses dont ils disposaient pour en assurer le succès, nous pouvions, en toute vérité, redouter les pires malheurs. Les semaines se succédaient, longues, douloureuses, à côté d'avantages partiels nous devions enregistrer de terribles catastrophes. La Belgique martyrisée, notre sol envahi, déjà le teuton triomphant activait sa marche vers la Capitale lorsque le Ciel déjoua soudain ses projets criminels.

La Marne fut le premier rayon lumineux.... successivement la Providence en ajouta bien d'autres et, sur son ordre, le soleil s'est levé définitivement, inondant de ses radieuses clartés la journée bénie où la victoire vint à nous.

Par la France et par nos Alliés, l'œuvre de salut est désormais accomplie, s'est écrit M. Clemenceau

du haut de la tribune de la Chambre. C'est l'affirmation de l'indomptable bravoure, de l'admirable héroïsme de nos soldats, *les plus grands de l'histoire*. Notre joie doit nécessairement s'allier au souvenir de leur suprême sacrifice et comme notre reconnaissance serait vaine si elle n'était durable, nous devons demander à Dieu, d'ajouter à tous les témoignages que nous leur en avons donnés, la récompense impérissable que lui seul peut décerner au vrai mérite.

Tout cœur français doit, à cette heure, être pénétré de la plus vive gratitude envers le Très-Haut dont la protection s'est si visiblement manifestée. Les hommes d'armes bataillent, disait Jeanne d'Arc, mais Dieu seul accorde la victoire. S'il a donné à notre patrie d'en goûter les joies et les avantages, il attend certainement d'elle le retour aux traditions de foi qui lui valurent le beau titre de « Fille aînée de l'Eglise ». Elle est revenue spontanément à Lui à l'heure de l'angoisse, puisse-t-elle continuer à le servir « pour accomplir encore ses gestes dans le monde » aux heures bienfaisantes de la Paix.

L. CASTET.

La paix du monde est conditionnée par la paix intérieure des diverses nations ; elle ne serait pas stable si, ici ou là, subsistait quelque foyer de troubles et de violences. Rien de plus contraire d'ailleurs au bien des peuples que les dissensions intestines : la paix seule peut assurer la prospérité, le bonheur et la sécurité.

Cette paix des nations n'est-elle pas la résultante de la paix des consciences individuelles ? L'une ne va pas sans l'autre. De sorte qu'en dernière analyse la paix du monde est une question de morale pratique.

Cardinal DUBOIS.

Les Adieux et les Souhails de M. Wilson à la France

Tandis que les diplomates Alliés étaient encore réunis, à Versailles, autour de la table où ils venaient d'apposer leur signature au bas du traité de paix, le Président des Etats-Unis, devant regagner l'Amérique, quelques heures après, a formulé son adieu à la France en termes particulièrement délicats et significatifs. Nous voulons transcrire ici le passage qui a le plus impressionné l'assemblée et pour lequel nous devons à M. Wilson de la gratitude pour le grand exemple qu'il donne :

Je prends la liberté de souhaiter à la France LA PROTECTION DIVINE et, lui disant adieu, je lui renouvelle l'expression durable de ma pleine confiance dans son avenir.

Qu'il nous serait doux d'entendre, ceux qui, chez nous, détiennent le pouvoir tenir un pareil langage et invoquer la protection du Dieu qui nous a sauvés et sans l'aide duquel nous ne saurions avoir une véritable paix !

Les Missions Catholiques à la Conférence de la Paix

L'appel du Saint-Père à la Conférence. — La mission diplomatique confiée à Mgr Ceretti. — L'important succès obtenu par l'éminent Prélat.

Voici d'abord la Note envoyée par lord Balfour à l'habile négociateur, Mgr Ceretti, elle expose clairement les bonnes dispositions des gouvernements alliés et associés :

Les principales puissances alliées et associées ont examiné avec soin les représentations qui leur ont été faites sur la situation réservée aux missions dépendant du Saint-Siège, dans les territoires qui leur appartiennent ou dont le gouvernement leur a été confié par le traité de paix.

Elles estiment que la déclaration ci-après contribuera à dissiper tout malentendu sur la politique qu'elles comptent suivre.

Les dispositions du traité de paix avec l'Allemagne se bornent généralement à des engagements de la part de l'Allemagne envers les puissances alliées et associées ou vice-versa. Les engagements que les puissances alliées et associées ont l'intention de prendre vis-à-vis les unes des autres et vis-à-vis de tous les membres de la Société des nations ont été réservés pour être compris dans des accords ultérieurs. En particulier, les dispositions de l'article 22 du pacte de la Société des nations seront mises en vigueur par des accords solennels stipulant les obligations que devront contracter les mandataires de la Société.

En ce qui concerne les missions, ces accords mandatifs donneront l'interprétation la plus large aux termes de l'article 22 garantissant la liberté de conscience et de religion. A cet effet, ces accords stipuleront que les missionnaires de toutes les dénominations devront être autorisés à exercer leur ministère librement, à conserver leurs écoles et autres institutions, et qu'ils auront le droit d'acquérir et de conserver des propriétés de tout espèce.

Dans le cas où, aux termes du traité de paix avec l'Allemagne, il sera nécessaire de faire un transfert de propriété des missions allemandes à une Commission de fideicommissaires (*trustees*), les biens des missions dépendant du Saint-Siège seront mis à la disposition de personnes dûment autorisées et appartenant à la religion catholique romaine. D'autre part, dans le cas où, aux termes du même traité, il sera nécessaire d'exercer quelque contrôle sur les personnalités dirigeant ces missions, cela ne sera fait qu'après avoir dûment consulté les autorités de la religion intéressée.

En vertu de la décision de la Conférence dont l'Osservatore souligne l'importance, les puissances alliées et associées qui ont des rapports officiels avec le Saint-Siège ont transmis directement ce même texte par note diplomatique au Cardinal Secrétaire d'Etat, les autres pouvant le faire à Mgr Ceretti personnellement. M. Pichon a communiqué cette déclaration au Cardinal Amette.

Mais la voix souveraine du Saint-Père s'est fait entendre dans une

circonstance solennelle, elle a annoncé les heureux résultats obtenus dans ce passage de l'allocution prononcée au Consistoire du 3 juillet :

Et maintenant, passant ici sous silence d'autres questions qui concernent non seulement l'Eglise orientale, mais la chrétienté tout entière, Nous ne taïrons point les sollicitudes que Nous causèrent récemment les intérêts des missions catholiques.

Ayant appris, en effet, qu'à la Conférence de Versailles pour la paix certaines dispositions avaient été prises par lesquelles les droits de la prédication évangélique semblaient n'être pas sauvegardés, Nous Nous sommes adressé avec confiance aux membres de ce Conseil, les priant de vouloir bien examiner cette affaire avec soin. Nous avons envoyé en Notre nom un éminent prélat de la Curie romaine avec mission de défendre ces droits dans la mesure du possible. Il Nous est agréable de vous annoncer que ces mêmes membres, après avoir examiné avec attention nos requêtes, y ont donné satisfaction en grande partie. Aussi bien aimons-Nous espérer qu'une pareille équité les guidera dans l'exécution de leurs décisions. La religion catholique y est intéressée en même temps que la civilisation et l'humanité.

Les catholiques ont appris ainsi avec satisfaction que l'une des dernières décisions prises par la Conférence, dans les quelques jours qui ont précédé la remise du Traité de Paix, puis, la signature, est très favorable à la prédication évangélique et par suite aux intérêts vitaux de la sainte Eglise.

T. B.

N°1962
20 juillet 1919



Les Fêtes de la Victoire

L'Hommage National rendu à nos Soldats



PRÈS la signature de la Paix, la France devait à ceux qui en furent les artisans et les héros, morts et vivants, un hommage public, solennel, national, *le triomphe*, selon l'usage du plus grand peuple des temps antiques, les Romains.

Pour accorder ce juste hommage de gloire et de reconnaissance aux sauveurs de la Patrie, Rome avait le Capitole ; Paris a mieux, infiniment mieux : l'Arc de Triomphe de l'Étoile, l'Avenue des Champs-Élysées et la Place de la Concorde. Quel spectacle que celui de cet immense théâtre en plein air où une décoration somptueuse, gracieuse et artistique était venue s'ajouter à une incomparable beauté, à une grandeur unique au monde ! Mais dans ce cadre la joie, le bonheur, l'enthousiasme de ces millions de Français saluant, acclamant les drapeaux, les chefs et les soldats, applaudissant, agitant sans se lasser mouchoirs et chapeaux, faisant de ses vivats comme un immense tonnerre qui couvrait tout le bruit des troupes en marche, oh ! ce fut vraiment un spectacle indescriptible, nos lecteurs en ont trouvé, Mardi et Mercredi, les détails dans les quotidiens, nous n'avons pas à les reproduire ici, parce que ce serait inutile, et surtout parce que nous avons autre chose à noter dans une Feuille comme la nôtre.

Étant à Paris depuis près de trois semaines, en congé régulier, pour un repos d'esprit et de corps chaque année plus nécessaire, nous avons vu, lu et écrit. De notre calepin, ces simples notes :

Le 28 Juin, les journaux annoncent que, la veille, à la demande du Ministre de l'Instruction Publique, la Chambre a voté un crédit de quatre millions 100.000 francs pour la célébration des fêtes de la Victoire, et le « Petit Journal », fort bien renseigné, ajoute : « Il était question d'élever un *catafalque* — c'est nous qui soulignons — sous l'Arc de triomphe, à la mémoire des morts de la grande guerre... la Commission de l'Enseignement a demandé que cette manifestation, toute pieuse et recommandable qu'elle soit, n'ait pas lieu, car la fête en serait endeuillée. »

Donc, en un tel jour, dans une telle solennité, non seulement aucun caractère religieux, malgré les sentiments de milliers de ces morts héroïques et de millions de Français vivants, mais aucun signe de deuil... l'oubli... déjà ! Mais l'architecte du Gouvernement chargé de la décoration, M. Nénot, obéissant à ses sentiments personnels et interprétant fort bien l'opinion publique, ne l'a pas entendu ainsi. Il a menacé de donner sa démission, puis il a eu une entrevue avec M. Clemenceau, et tout s'est arrangé promptement. Le grand Français n'a pas partagé la crainte invraisemblable de la Commission. Le catafalque sera maintenu, et sous l'Arc de triomphe, on le déplacera pour le défilé. Seulement nous avons remarqué qu'à partir de ce jour, nul journal n'a plus employé cette expression en usage dans les cérémonies funèbres religieuses, le monument à nos chers morts est appelé *cénotaphe*, expression patenne, laïque, si l'on veut. Mais ceux

qui ont versé leur sang pour sauver la Patrie ne seront pas officiellement oubliés. Et même des troupes et des civils ont fait la *veillée des armes*, dans la nuit du 13 au 14 juillet, hélas ! veillée sans prières officielles ou publiques, mais, nous le savons, beaucoup, oui, beaucoup de ceux qui ont visité le Cénotaphe et sont allés y déposer des fleurs ont prié pour les chers morts, en plein air, là, sur cette vaste place de l'Étoile. Et nous, nous y avons prié, au nom de nos amis et collaborateurs et de tous nos lecteurs.

*
*
*

Mais, la veille, dimanche, nous avons eu le bonheur de voir se remplir de catholiques de tout âge et de toute condition, l'immense Basilique de Notre-Dame, sanctuaire national, lui aussi, presque à l'égal de la Basilique meurtrie de Reims. C'était pour la messe prescrite par le Cardinal, en faveur des chères âmes de ce million trois cent trente-cinq mille morts, dont un million peut-être étaient des baptisés et avaient la foi, quoique à des degrés divers, dont plus de cent mille étaient des catholiques pratiquants ou même avaient bien des traits de ressemblance avec les saints, comme notre abbé Marcorrelles et notre Docteur Delanglade. Pour ceux-là, pour les nôtres particulièrement, sans les séparer de toutes les victimes de cette grande guerre, on avait déjà prié, sur l'ordre du Chef vénéré du diocèse de Marseille, dans l'imposante cérémonie du 3 Juillet où nous avons vu que toutes les autorités avaient tenu à se rendre, à laquelle nous nous sommes unis de loin, de tout cœur, comme prêtre Marseillais, heureux d'avoir ensuite un écho fidèle des éloquents, patriotiques et religieuses paroles de notre distingué et bien sympathique collègue du Chapitre, M. Gamber.

*
*
*

À Notre-Dame, la grand'messe capitulaire en est à peine à l'Évangile, quand j'arrive, et déjà la grande nef et les tribunes qui la dominent sont pleines ; dans les nefs latérales, on avance lentement, enfin, me voilà monté dans une des tribunes du chœur. Après la grand'messe, il est plus de 11 heures, cependant on ne supprime pas Sexte, la plupart des chanteurs, arrivés pour la messe des fêtes de la Victoire, y prennent part, soit aux psaumes, soit au répons bref, après l'oraison, les enfants de la Maîtrise seuls interprètent délicieusement le *Salve Regina*, d'après l'édition de Sotesmes, que l'on chante si bien, d'ailleurs, à Marseille, à la Cathédrale, à Saint-Joseph, à Notre-Dame-du-Mont et dans d'autres paroisses. Soudain, les grandes torchères du sanctuaire, toutes les appliques des stalles, l'immense couronne dessinée par Viollet-le-Duc, et qui descend de la voûte au centre du transept, les lustres de la grande nef, tout s'illumine, la Basilique, jusque-là un peu obscure, — quoique les plus précieuses verrières aient été enlevées depuis les premiers bombardements — est resplendissante, l'autel-majeur est magnifique en avant de sept grands drapeaux tricolores en éventail qui forment comme un manteau d'honneur à Celui qui seul est au-dessus de la Patrie dont il est l'auteur, le conservateur, l'ami, le sauveur.

Il était 11 heures 20, j'avais les yeux fixés en bas, quand je vois entrer, par la grille dorée réservée au clergé, le Maréchal Foch, deux chanoines l'accompagnent, avec eux il descend jusqu'à son fauteuil drapé de noir, en tête des places réservées, à peine y est-il,

que son chef d'Etat-Major, le général Weygand, arrivé par le passage des invités, vient se placer à son côté. Déjà étaient arrivés le représentant du Chef de l'Etat, qui a une place spéciale dans l'avant-chœur, puis, dans les premiers rangs des invités, les représentants du Ministre de la Guerre et du Ministre des Affaires Etrangères, trois généraux, dont M. de Castelnau, et plusieurs officiers supérieurs. Le Maréchal Foch sera en tête du défilé de nos soldats, demain, sous l'Arc de Triomphe, il est en tête des croyants, aujourd'hui, au pied de l'autel.

L'orgue reste muet ; malgré l'immense foule, c'est le silence ; seuls au milieu du chœur, les artistes retardataires font un peu de bruit en se plaçant. Et voilà que Mgr Roland-Gosselin, qui doit présider la cérémonie, entre par la porte du chœur, dès qu'on le voit, faisant le salut à la Croix de l'autel, retentit une puissante sonnerie de clairons, elle ne cesse que quand le Prélat est arrivé à son fauteuil élevé sur trois marches, à côté du trône du Cardinal. Monseigneur l'Auxiliaire, qui n'est pas encore sacré, est en *mantelletta* violette, les deux chanoines qui l'avaient accompagné, lui font un salut et montent dans leur stalle. La messe basse commence aussitôt, et je remarque que presque tous, autour de moi ou par devant, font le signe de la Croix. La Maîtrise — j'ai compté ses membres, quatre-vingt-un, hommes ou enfants — interprète un *Kyrie* en musique avec accompagnement d'orgue, d'instruments à cordes et de trompettes. Après l'élévation, ce fut un *O salutaris* ; mais rien d'impressionnant comme l'Antienne des Laudes de l'Office des défunts : *Ego sum resurrectio et vita*, je suis la résurrection et la vie ; — *qui credit in me, etiam si mortuus fuerit vivet*, celui qui croit en moi, même s'il est mort, vivra ; — *et omnis qui vivit et credit in me, non morietur in æternum*, et quiconque vit et croit en moi, ne mourra pas éternellement — chacune de ces trois phrases a été dite en premier lieu, par une superbe voix de baryton, accompagnée en sourdine par l'orchestre, et à la fin de chaque phrase, une sonnerie éclatante de trompettes et un accompagnement puissant d'orgue et d'instruments à cordes ; le chœur a repris ensuite les trois affirmations divines si pleines d'espérance et de consolation, et cela avec les mêmes sonneries et accords, à la fin de chaque phrase. Vivrai-je encore longtemps, il me sera impossible d'oublier cette éclatante affirmation de la résurrection future de nos chers héros et de tous les croyants.

La sainte messe est achevée, en quelques instants, l'officiant est descendu, il a pris place au bas du chœur, dès qu'il est assis, Monseigneur l'Auxiliaire se tourne vers l'assemblée magnifique, d'une voix claire, nette, harmonieuse, il remercie tous ceux qui sont venus s'unir, en faveur des héros morts au service de la France, aux prières de l'Eglise, la mère commune de tous, comme Dieu est le père de tous ; il remercie spécialement le Maréchal dont il dit le grand rôle et l'insigne bienfait ; puis en quelques phrases, il rappelle les hauts faits, les vertus, l'héroïsme de nos soldats, dans les tranchées, sur les champs de bataille, devant tous les périls, devant la mort ; c'est pour cela que nous leur devons un immense tribut d'admiration et de reconnaissance. Et avec un naturel, une aisance remarquables, la voix s'élève, quand il le faut, pour faire pénétrer dans le cœur de tous, les pensées principales, les sentiments que l'orateur sacré veut inspirer.

L'allocution a pris fin, on étend sur le pavé un drap funèbre, entre deux rangées de jeunes gens porteurs de drapeaux cravatés de noir,

auprès de l'un de ces drapeaux, une petite fille alsacienne, la Maîtrise commence le *Libera*, également en musique, et l'officiant donne l'absoute. Je remarque que le Maréchal Foch qui avait eu une tenue si recueillie pendant toute la cérémonie, fait encore lentement le signe de la Croix, pendant que le prêtre, après l'oraison, fait ce même signe, au-dessus du drap funèbre. Tout de suite, Monseigneur l'Auxiliaire descend, il vient se placer, au milieu, sur la plus haute marche de l'entrée du chœur, il salue le Maréchal ainsi que les autres personnalités, et le cortège se dirige vers la sacristie. Quand Monseigneur l'Auxiliaire et l'Officiant ont fait le salut à la Croix, mais pas avant, les Autorités quittent leurs places et se dirigent vers la porte du transept qui donne du côté de la Seine. Dès qu'ils sont sur le seuil, tambours et clairons battent et sonnent aux champs et la foule fait une magnifique ovation aux illustres chefs de notre grande armée qui sont venus d'abord, à la veille du triomphe, s'incliner devant Dieu et prier pour les soldats qui, en leur obéissant, ont souffert et combattu jusqu'à la mort pour sauver la France. Notons que ce n'était pas la première messe à laquelle assistait le Maréchal Foch, en cette veille des Fêtes de la Victoire, il était à la messe de la Chapelle des Invalides, célébrée à 9 heures 1/2, également pour les soldats morts, et une parisienne bien renseignée nous a dit, en sortant de Notre-Dame, que déjà, à une heure matinale, il avait communiqué dans l'église paroissiale de son domicile.

*
* *

Quelques notes encore, aussi brèves que possible, puisque nous sommes bien contraint de nous borner, encore que, silencieux depuis un mois, depuis un mois heureux parisien d'occasion, nous ayons beaucoup à dire.

C'est un autre oubli que nous voulons signaler. On avait construit d'immenses et longues tribunes pour les *invités*. Des légions d'ouvriers y avaient travaillé avec fièvre. Et voilà que les curieux — nous étions du nombre — en étaient réduits à circuler par derrière, on ne voyait plus les équipes qui dressaient les mats sur la chaussée, les scellaient, agençaient les drapeaux, les cartouches à hisser ou à poser. Mais alors le peuple ne verra pas le défilé, car ce n'est pas lui qui a loué des fenêtres — malgré l'impôt du 80 o/o — à 6.000 ou à 10.000 francs. On avait oublié tout simplement le peuple. Il a bien fallu réparer cet oubli. Et ce ne fut pas un spectacle peu banal de voir démolir toutes ces tribunes avec la même ardeur — et même un peu plus — que l'on avait mise à les construire. Il n'est resté que les tribunes officielles. Mais n'est-ce pas étrange qu'il ait fallu rappeler à qui de droit que la France était — officiellement — en plein régime de démocratie ! « Maintenant, c'est nous les princesses. » On n'y avait pas pensé. Tant il est vrai que Dieu seul peut et veut « ne pas faire acception de personnes ». Lui seul n'a pas d'*invités* privilégiés, car tous sont ses enfants. Donc, on a démolit les tribunes.

Encore des oubliés : les Aumôniers militaires. Dès qu'a paru l'ordre officiel du défilé dont le maréchal Foch — un catholique pratiquant et exemplaire, on le sait — prendra la tête, ayant à côté de lui le maréchal Joffre, nous l'avons lu attentivement et nous y avons découvert les *infirmiers* et les *brancardiers* qui appartiennent au Service de Santé, mais les *Aumôniers* qui ont rang de capitaines et appartiennent au même service ne sont pas nommés.

C'est lundi, le grand jour ! Dès 6 heures, ouvrant ma fenêtre, le soleil l'envahit, presque le soleil du Midi. Le ciel sera donc de la fête, à Paris où il pleut si souvent. J'ai célébré la sainte messe, manifestement beaucoup moins de fidèles, beaucoup moins de communions que les autres jours, on est déjà parti, beaucoup même ont déjà couché dès hier soir — au reste il y avait la veillée des armes — sur l'emplacement choisi, d'où l'on pourra voir. Voici que le canon commence à gronder, il est un peu plus de 8 heures, le Chef de l'Etat dépose une couronne sur le cénotaphe, c'est un hommage qui emprunte une incomparable grandeur non seulement à la qualité de celui qui le rend mais à ce jour même et aux millions de témoins rapprochés ou éloignés, sur la chaussée, aux fenêtres, aux balcons, sur les toits, dans les arbres, sur des échelles, un peu partout, et cela, sur cette immense place de l'Etoile, aux Champs-Élysées, à la place de la Concorde où l'on ne voit plus rien, absolument rien d'aucune des statues des villes, tous sont là, comme le Président, pour honorer les morts comme pour applaudir et acclamer les soldats vivants. M. Clemenceau vient aussitôt après déposer une seconde couronne, et le canon gronde toujours. Bientôt, les détonations se multiplient, le défilé commence. Du milieu du Jardin des Tuileries, j'ai la perspective bien en face, là-haut, l'Arc de Triomphe, puis les troupes qui descendent, encadrées par la décoration féerique de l'avenue ; les drapeaux dominant tout ; cet ensemble que ma bonne lunette rapproche est d'une grandeur inouïe. Mais je suis trop loin, me voilà arrivé sans trop de peine à la place de la Concorde, à l'extrémité de la rue de Rivoli, et là, à côté de la statue de Lille, je peux voir — une taille avantageuse est un bienfait — je peux voir, saluer, acclamer de près nos héros, et surtout avec les milliers de Français qui sont là, autour de moi ou au-dessus, jusque sur les corniches, aux fenêtres et sur les toits du palais du Ministère de la Marine, les drapeaux déchiquetés et les vaillantes troupes d'Afrique.

* * *

Elle marquait 11 heures 10, l'horloge qui est en face de l'entrée du Métropolitain, sous la terrasse des Tuileries, garnie des enfants des écoles qui tous ont agité sans discontinuer un petit drapeau, quand les derniers soldats et les derniers chars d'assaut entrèrent dans la rue Royale, face à l'église de la Madeleine décorée somptueusement d'immenses draperies de soie pourpre et de gerbes gigantesques de palmes d'or, avec des couronnes entre les chapiteaux des colonnes et des drapeaux nationaux ou alliés environnant les bases.

Et le défilé arrive ensuite aux grands boulevards, après avoir passé devant ce monument religieux qui est en fête, et somptueusement, comme Celui qui l'habite, Celui qui a préparé et voulu, — mieux et plus puissamment que personne — ce grand jour de victoire, comme il a su, et il saura, mieux que la France elle-même, récompenser les héros.

L'Abbé T. BRIEUGNE.

Extraits de la Collection en cinq volumes de
L'Echo de Notre-Dame de la Garde
période 1914 à 1919
Un prêt de Rémy IMBERT,
Président du Musée de la Mémoire Militaire de Meyreuil

Document édité le 05 janvier 2019
par le webmaster
Pour le site roquepertuse.org

